

Entre possibilités d'aménagement et restrictions budgétaires

Enquête «Radar des villes 2030»



Rapport final

Étude mandatée par l'Union des villes suisses,
septembre 2017

Équipe du projet

Urs Bieri politologue et scientifique des médias

Jonas Ph. Kocher politologue

Alexander Frind politologue

Stephan Tschöpe politologue

Aaron Venetz politologue

Noah Herzog secrétariat et administration

Katrin Wattenhofer politologue

Sommaire

1	L'ESSENTIEL EN BREF	3
1.1	Base de données	5
2	INTRODUCTION	6
3	RÉSULTATS	7
3.1	Évolution générale	7
3.1.1	Bilan intermédiaire	12
3.2	Évaluation des scénarios	12
3.2.1	Finances publiques sous pression	20
3.2.2	Numérisation	22
3.2.3	Nouvelles formes de mobilité	24
3.2.4	Évolution sociale et mutation démographique	26
3.2.5	Urbanisation et développement urbain	28
3.2.6	Mondialisation et concurrence entre les sites	30
3.2.7	Gestion des espaces urbains	32
3.2.8	Consommation énergétique durable	34
3.2.9	Mutation des exigences en matière de sécurité	36
3.2.10	Bilan intermédiaire	37
4	SYNTHÈSE	39
5	ANNEXES	41
5.1	Concept et questionnaire	41
5.2	Sondage et échantillon	41
5.3	Analyse des données	43
5.4	Présentation graphique	44
5.5	Formulation des scénarios	45
5.6	L'équipe du gfs.bern	48

1 L'essentiel en bref

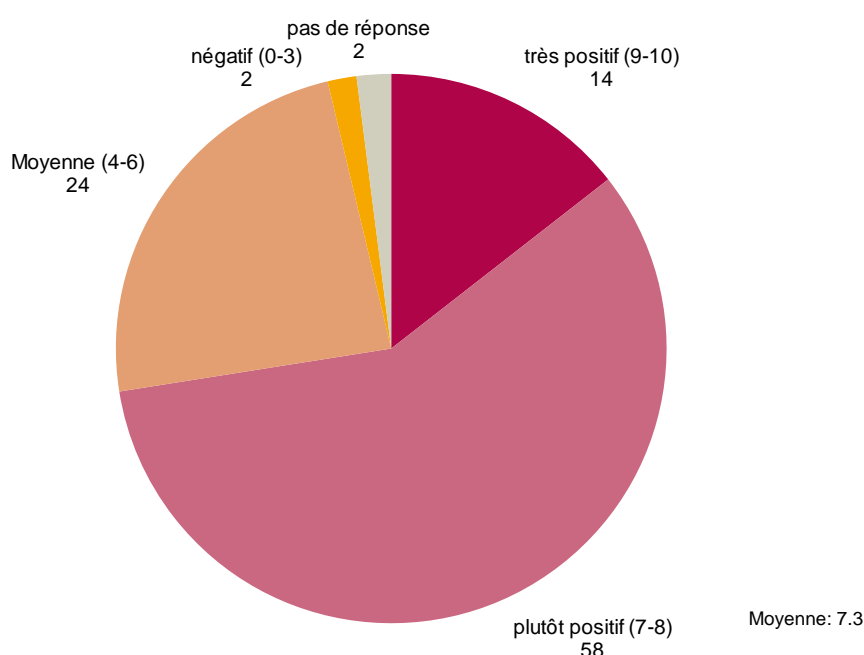
Près des trois quarts des membres des exécutifs des villes et des communes urbaines membres de l'Union des villes suisses portent un regard fondamentalement positif sur le futur, mais seule une petite partie d'entre eux se disent pleinement confiants en l'avenir. Près d'un tiers oscillent entre optimisme et pessimisme. Presque personne ne juge les perspectives d'avenir (clairement) négatives. Dans les grandes villes et les centres d'agglomérations, les personnes interrogées se disent plus optimistes.

Graphique 1

Développement de la ville/commune à l'horizon 2030

«Comment considérez-vous le développement global de votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

La création de nouveaux logements attrayants, la croissance démographique et les nouveaux emplois sont les principales chances, les transports et les finances les domaines problématiques les plus souvent cités par les personnes interrogées pour leur ville d'ici 2030.

Neuf scénarios prédéfinis susceptibles de concerner les villes d'ici 2030 sont majoritairement considérés comme probables, avec toutefois des différences claires dans leur degré de probabilité:

Selon les estimations des membres des exécutifs, l'éventualité la plus probable est que les finances publiques seront mises sous pression. De même, ils considèrent comme plus probables une percée du numérique (p. ex. traitement électronique de la communication avec les administrations), les nouvelles formes de mobilité ainsi que le développement social et la mutation démographique (croissance démographique, augmentation du nombre de personnes âgées et de personnes issues de la migration).

Il est moyennement probable que les scénarios relatifs à l'urbanisation et au développement urbain (densification, constructions socialement responsables) ainsi que la mondialisation et la concurrence entre les sites se réalisent.

Sont jugés comme moins probables que les autres scénarios les problèmes de gestion des espaces urbains (désagrégation des espaces fonctionnels et des limites politiques) et consommation d'énergie de plus en plus durable.

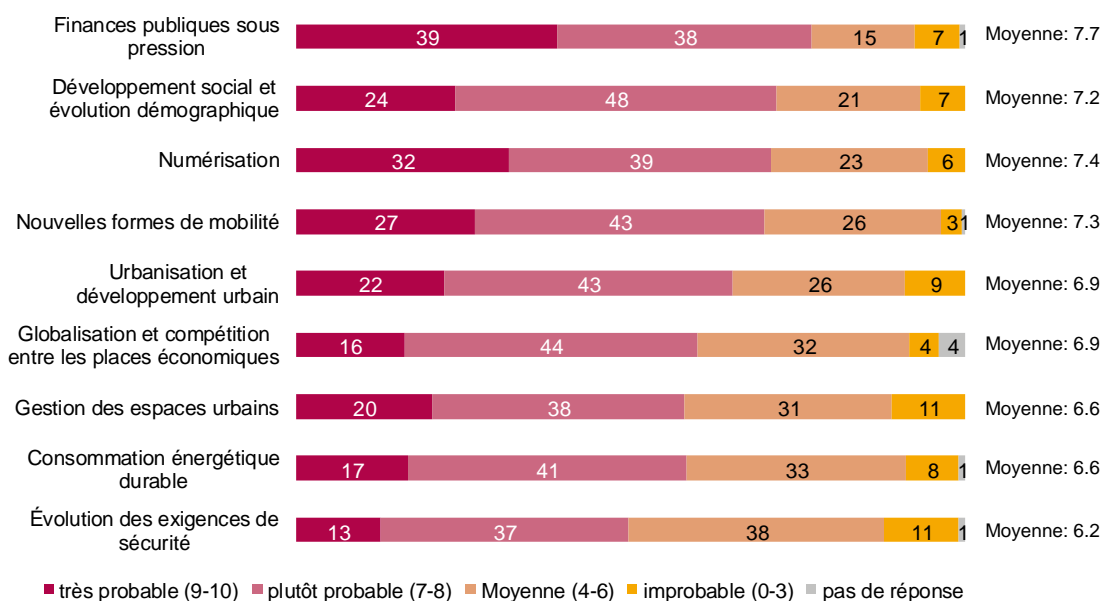
Est considéré comme le scénario le moins probable celui d'une mutation des exigences en matière de sécurité (dont la probabilité d'attentats terroristes).

Graphique 2

Probabilité des scénarios

«Je considère ce scénario comme...»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



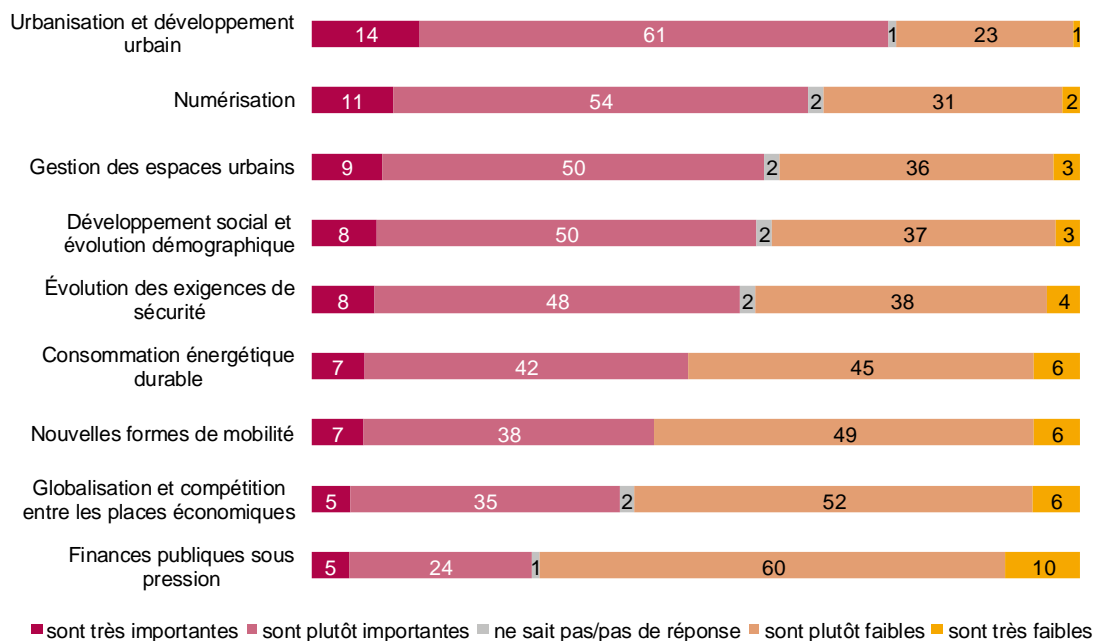
© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Graphique 3

Possibilités d'influence de la politique municipale

«Quels sont, à votre avis, les possibilités qu'a la politique municipale d'exercer une influence sur le développement par rapport à ce scénario ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Les neuf scénarios se distinguent non seulement par la probabilité qui leur a été attribuée, mais aussi par la capacité de la politique municipale de les influencer:

Cela est frappant en ce qui concerne la pression sur les finances publiques, qui est certes jugée comme probable, mais est aussi associée à la marge de manœuvre la plus étroite. De même, en ce qui concerne la mondialisation et la concurrence, les personnes interrogées se voient plus comme objets que comme acteurs de l'évolution.

Les membres des exécutifs ne voient aussi majoritairement que des possibilités d'influence réduites en ce qui concerne les nouvelles formes de mobilité, dont les moteurs sont plus l'innovation technique et les entreprises privées que les villes. Font à cet égard figure d'exception les grandes villes, qui identifient au contraire des possibilités d'action pour leur politique.

En matière d'énergie, les personnes interrogées ne sont pas d'accord sur la question de savoir si leur influence est plutôt forte ou faible.

C'est dans le domaine de l'urbanisation et du développement urbain qu'elles identifient les plus grandes possibilités d'exercer une influence. Une construction densifiée et socialement responsable, l'aménagement des quartiers et de l'espace public, les surfaces libres, les institutions sociales et culturelles ainsi que l'attractivité pour les familles sont des domaines où les villes sont en mesure soit d'offrir des prestations elles-mêmes soit de bien les gérer indirectement.

Ceci vaut aussi en grande partie pour le scénario Numérisation: à cet égard, c'est aux administrations elles-mêmes qu'il incombe d'agir et de traiter électroniquement la communication avec les habitantes et habitants et les prestations de services.

Les villes ont des possibilités d'influence moyenne en matière de gestion des espaces urbains au-delà des frontières communales, de gestion de la mutation démographique et des migrations internationales ainsi que dans le domaine de la sécurité.

1.1 Base de données

Les résultats de l'enquête «Radar des villes 2030» s'appuient sur une enquête réalisée auprès de 356 membres des exécutifs de villes et de communes urbaines membres de l'Union des villes suisses. Cette enquête a été réalisée entre le 23 août et le 13 septembre 2017 par le biais d'interviews en ligne. L'erreur statistique pour l'ensemble est de $\pm 4,0$ points.

2 Introduction

L'Union des villes suisses a chargé l'institut de recherche gfs.bern de réaliser une enquête auprès de membres des exécutifs de villes et de communes urbaines sur les scénarios d'avenir des villes.

Le but de cette analyse consiste à identifier suffisamment tôt les évolutions et défis pertinents et partant de là, à gagner du potentiel d'action. La perspective temporelle est l'évolution à l'horizon 2030.

Le présent rapport final comprend toutes les conclusions générées par l'étude. Les résultats en seront rendus publics le 1^{er} novembre 2017 par communiqué de presse puis présentés le 2 novembre à Soleure à l'occasion de la conférence nationale de l'Union des villes suisses intitulée «Vers le tout numérique? La ville aux premières loges» puis offerts à la discussion.

On trouvera les éléments-clés méthodologiques et techniques de cette étude en annexe.

3 Résultats

3.1 Évolution générale

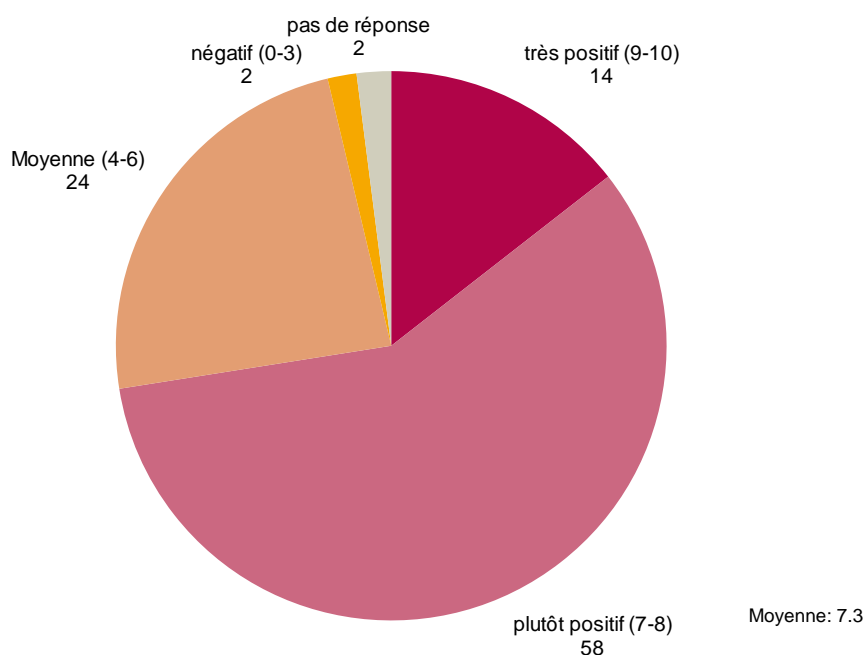
Dans leur majorité, les membres des exécutifs des villes et des communes urbaines portent un regard optimiste sur l'avenir:

Graphique 4

Développement de la ville/commune à l'horizon 2030

«Comment considérez-vous le développement global de votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Près des trois quarts attribuent à l'évolution de leur ville ou commune d'ici 2030 la note d'au moins 7 sur une échelle de 0 (très négative) à 10 (très positive). Le regard porté sur l'avenir n'est cependant pas totalement serein; seuls 14 % jugent l'évolution très positive (notes 9 et 10). La majeure partie des personnes interrogées attribuent des notes de 7 ou 8: la moyenne globale est de 7,3.

À côté de cela, environ un quart des personnes interrogées n'attendent toutefois qu'une évolution moyenne, autrement dit ni particulièrement positive ni particulièrement négative (notes 4 à 6). En revanche, il est rare qu'un membre d'exécutif porte un jugement (clairement) négatif.

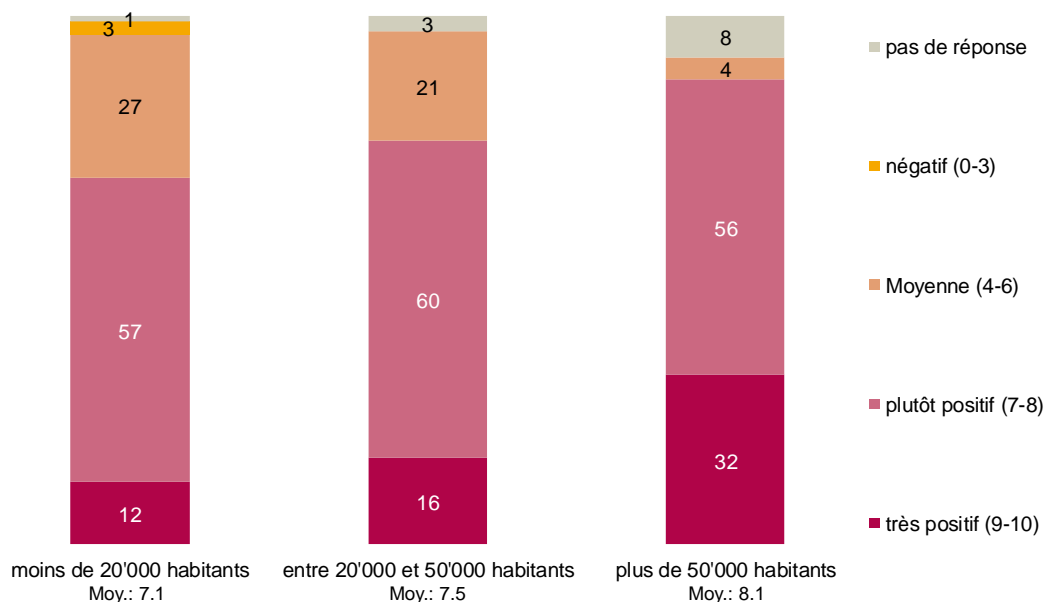
Ce tableau majoritairement positif se manifeste dans tous les types de communes, mais avec des nuances différentes:

Graphique 5

Développement de la ville/commune à l'horizon 2030 en fonction de la taille de la commune

«Comment considérez-vous le développement global de votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), sig.

Les personnes interrogées venant de grandes villes (50 000 habitantes et habitants et plus) sont clairement plus optimistes. Non seulement 90 % d'entre elles ont une opinion fondamentalement positive, environ un tiers ont même des attentes très positives.

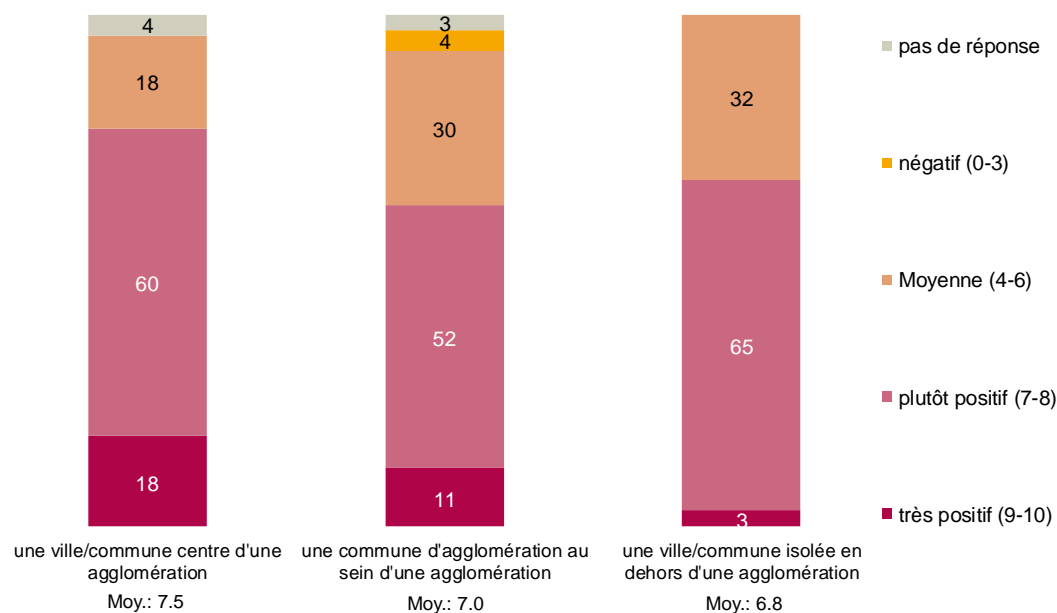
De l'autre côté, d'une part, la proportion des personnes très optimistes est nettement plus faible dans les villes et communes urbaines de petite taille (moins de 20 000 habitantes et habitants) et d'autre part, la proportion de personnes interrogées prévoyant une évolution moyenne (voire négative) est clairement plus importante.

Les villes moyennes (entre 20 000 et 50 000 habitantes et habitants) se situent dans leurs attentes entre les petites et les grandes villes.

Développement de la ville/commune à l'horizon 2030 en fonction du type d'habitat

«Comment considérez-vous le développement global de votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), sig.

Les personnes interrogées des villes-centres d'une agglomération font preuve d'un optimisme supérieur à la moyenne.

Dans les communes situées dans les ceintures d'agglomérations ou en dehors d'une agglomération, une proportion de personnes interrogées supérieure à la moyenne ne s'estiment que moyennement optimistes pour l'avenir. Notamment pour ce qui est des communes hors agglomérations, il n'y en a que peu qui portent sur l'avenir un regard pleinement serein.

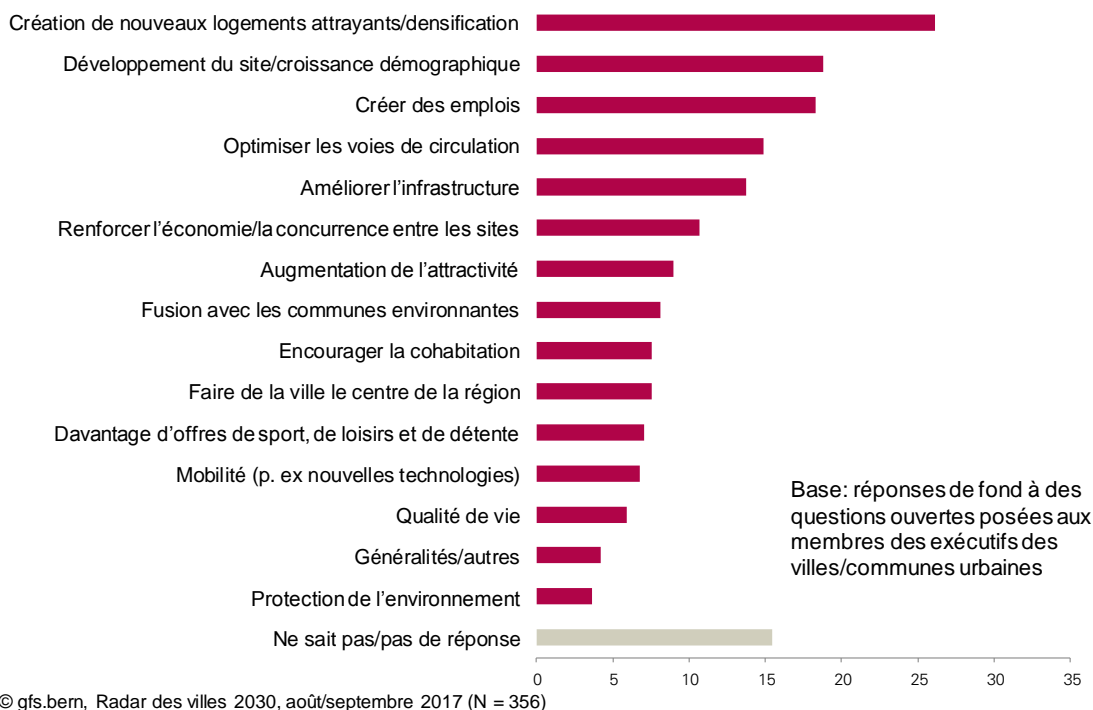
En revanche, il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre Suisse alémanique et Suisse romande.

Les attentes quant à l'avenir sont le produit de la perception d'une multitude de chances et de problèmes qui se présenteront aux villes et aux communes urbaines d'ici 2030:

Graphique 7

Chances à l'horizon 2030

«Quelle sera la plus grande opportunité qui se présentera à votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»



Lorsqu'elles répondent librement à la question formulée de manière ouverte, la plupart des personnes interrogées indiquent comme la principale chance pour leur ville ou commune la création de nouveaux logements attrayants ou la densification.

Nombreuses sont également celles qui considèrent comme une grande chance la croissance démographique et la création de nouveaux emplois. Parmi les chances très importantes, elles citent en outre l'optimisation des voies de circulation ou l'amélioration de l'infrastructure en général. Plus de 10 % des personnes interrogées considèrent le renforcement de l'économie ou la concurrence (économique) entre les sites comme une chance.

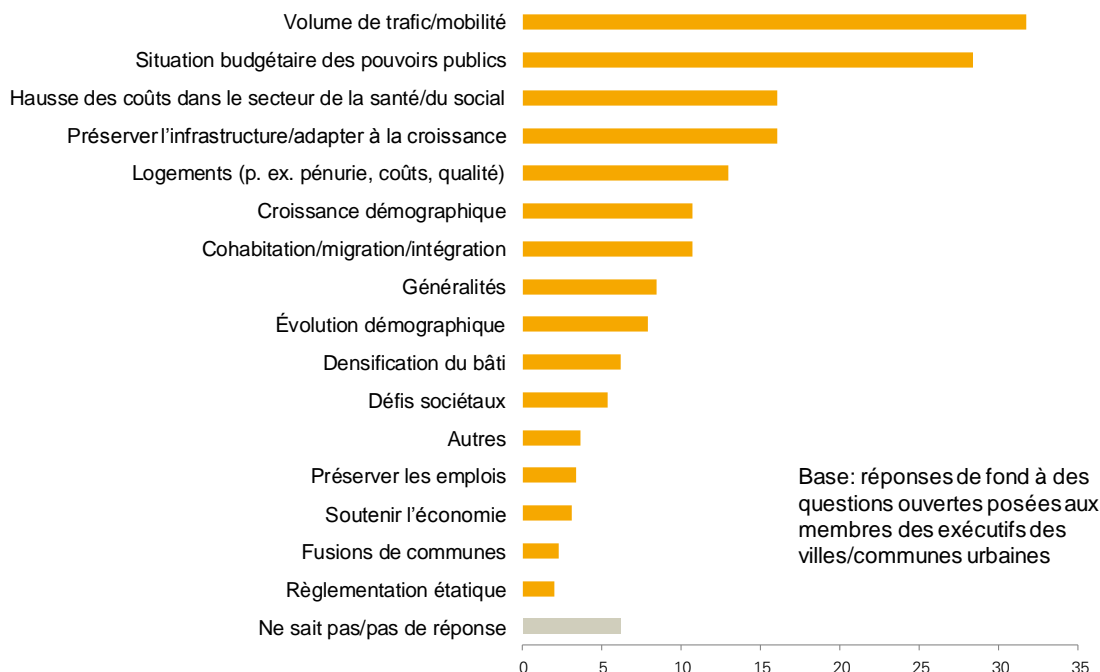
À côté de cela, on a de multiples chances qui sont citées par moins de 10 % des personnes interrogées, à savoir: une amélioration générale de l'attractivité, les fusions avec les communes environnantes, l'encouragement à la cohabitation, la fonction de centre de la ville en question, les offres sportives, de loisirs et de détente, la mobilité (p. ex. les nouvelles technologies), la qualité de vie et – chance citée le moins souvent – la protection de l'environnement.

Les nouveaux logements sont plus fréquemment que la moyenne considérés comme une chance en Suisse alémanique et dans les grandes villes. Sont aussi fréquemment considérées comme une chance dans les villes de taille petite et moyenne la croissance démographique et l'amélioration de l'infrastructure, alors que les grandes villes placent de grands espoirs dans les domaines de la protection de l'environnement et des nouvelles technologies de mobilité, ce dernier élément s'appliquant également aux villes-centres, et ce plus fréquemment que la moyenne. Les villes et communes urbaines de petite taille voient des chances dans l'optimisation des voies de circulation, les villes de taille moyenne et les villes de Suisse romande quant à elles plutôt dans les fusions de communes. En Suisse alémanique, on place plus d'espoir dans de nouveaux emplois qu'en Suisse romande.

Graphique 8

Problèmes à l'horizon 2030

«Quel sera le problème le plus important qui se présentera à votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Alors que certains considèrent cela plutôt comme une chance, environ un tiers des personnes interrogées considèrent la mobilité comme leur principal problème. Notamment le volume de trafic (croissant) leur pose des défis. De manière plus générale, l'adaptation de l'infrastructure à la croissance démographique est formulée comme un problème.

Un problème fréquemment cité est la situation budgétaire des pouvoirs publics. Au niveau général de même que dans le domaine spécifique du social et de la santé, les personnes interrogées se voient confrontées à des problèmes dans l'avenir.

Un domaine problématique est le logement. Il y a trop peu de logements au total, mais aussi trop peu de logements dans le bon segment de prix ou de qualité. D'autres problèmes résultent de la croissance démographique en général et concrètement de la migration. L'intégration des migrantes et migrants ainsi que la cohabitation avec la population autochtone est identifiée comme un problème potentiel.

Les autres domaines problématiques – l'évolution démographique, la densification des constructions, les défis sociétaux, la préservation des emplois, l'encouragement de l'économie, les fusions de communes et les réglementations étatiques – sont respectivement mentionnés par moins de 10 % des personnes interrogées.

Les villes de taille petite et moyenne craignent plus fréquemment que la moyenne d'avoir des problèmes dans les domaines des transports, de la situation budgétaire générale et de la préservation de l'infrastructure. Les grandes villes craignent d'avoir des problèmes dans le domaine de la migration. Avec les coûts afférant au domaine de la santé et du social, la migration est citée plus fréquemment que la moyenne comme un problème en Suisse alémanique. En Suisse romande, c'est plutôt la situation budgétaire dans son ensemble qui est considérée comme problématique. En Suisse romande, c'est plutôt la situation budgétaire dans son ensemble qui est considérée comme problématique. Les

personnes interrogées s'attendent moins fortement à des problèmes de transport dans les villes et communes urbaines hors agglomérations.

3.1.1 Bilan intermédiaire

Près des trois quarts des membres des exécutifs des villes et des communes urbaines membres de l'Union des villes suisses portent un regard fondamentalement positif sur le futur, mais seule une petite partie d'entre eux se disent pleinement confiants en l'avenir. Près d'un tiers oscillent entre optimisme et pessimisme. Presque personne ne juge les perspectives d'avenir (clairement) négatives. Dans les grandes villes et les centres d'agglomérations, les personnes interrogées se disent plus optimistes.

La création de logements nouveaux et attrayants, la croissance démographique et les nouveaux emplois sont cités par les personnes interrogées comme les principales chances pour leur ville d'ici 2030, les domaines problématiques les plus souvent cités étant quant à eux les transports et les finances.

3.2 Évaluation des scénarios

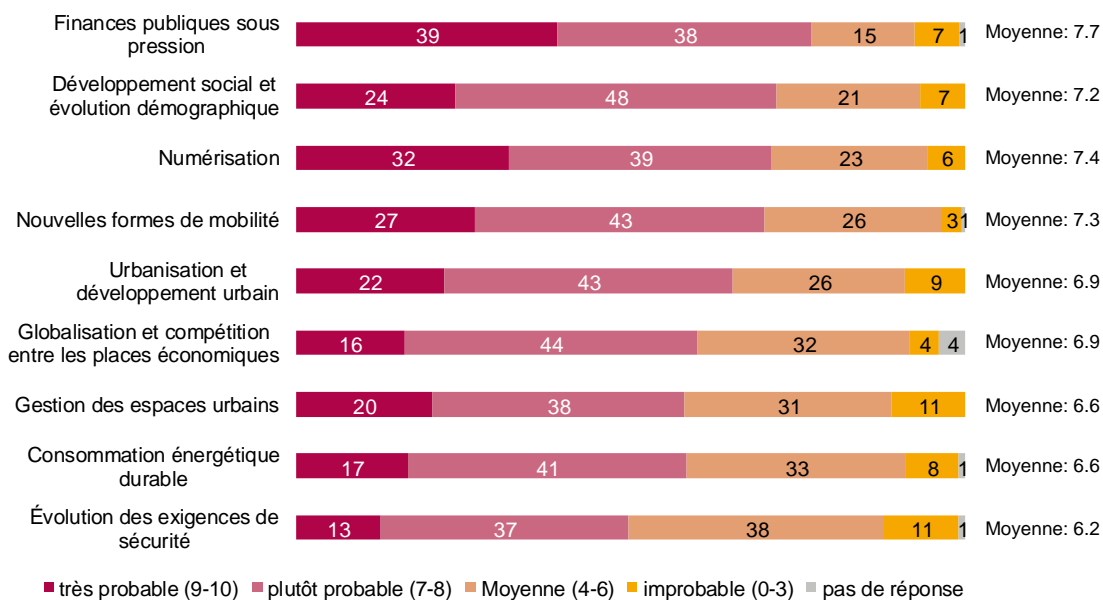
Chacun des neuf scénarios présentés¹ susceptibles de concerner les villes d'ici 2030 est majoritairement considéré comme probable:

Graphique 9

Probabilité des scénarios

«Je considère ce scénario comme...»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Remarque: le texte intégral des scénarios peut être consulté en annexe (chap. 5.5).

Du point de vue des membres des exécutifs, il existe cependant de nettes différences dans la probabilité des scénarios. Le scénario le plus probable est que les finances seront mises sous pression (stagnation des recettes, croissance de la charge de tâches). Avec une moyenne de 7,7 sur une échelle de 10, ce scénario se voit attribuer la note la plus élevée.

¹ Le texte intégral des scénarios peut être consulté en annexe (chap. 5.5).

Font également partie des scénarios les plus probables les scénarios Numérisation (traitement numérique de la communication et des prestations des administrations, mise en réseau des données collectées) avec une moyenne de 7,4, Nouvelles formes de mobilité (degré d'utilisation plus élevé des voies de circulation, nouvelles formes de mobilité) avec 7,3 et Développement et mutation démographique (croissance démographique, augmentation du nombre de personnes âgées et de personnes issues de la migration) avec 7,2 points.

Affichent avec une note de 6,9 une probabilité comparativement moyenne les scénarios Urbanisation et développement urbain (densification des constructions, constructions socialement responsables, différents besoins quant à l'habitat) ainsi que Mondialisation et concurrence entre les sites (concurrence pour attirer des entreprises, des institutions de formation et de recherche ainsi que des contribuables).

Sont considérés comme comparativement moins probables la gestion des espaces urbains (désagrégation des espaces fonctionnels et des frontières politiques) et la consommation énergétique durable (énergie provenant de sources renouvelables) avec chacun une moyenne de 6,6.

La mutation des exigences en matière de sécurité (augmentation de la probabilité d'attentats terroristes, sous-estimation des dangers quotidiens) est considérée comme le scénario le moins probable et affiche la note de 6,2.

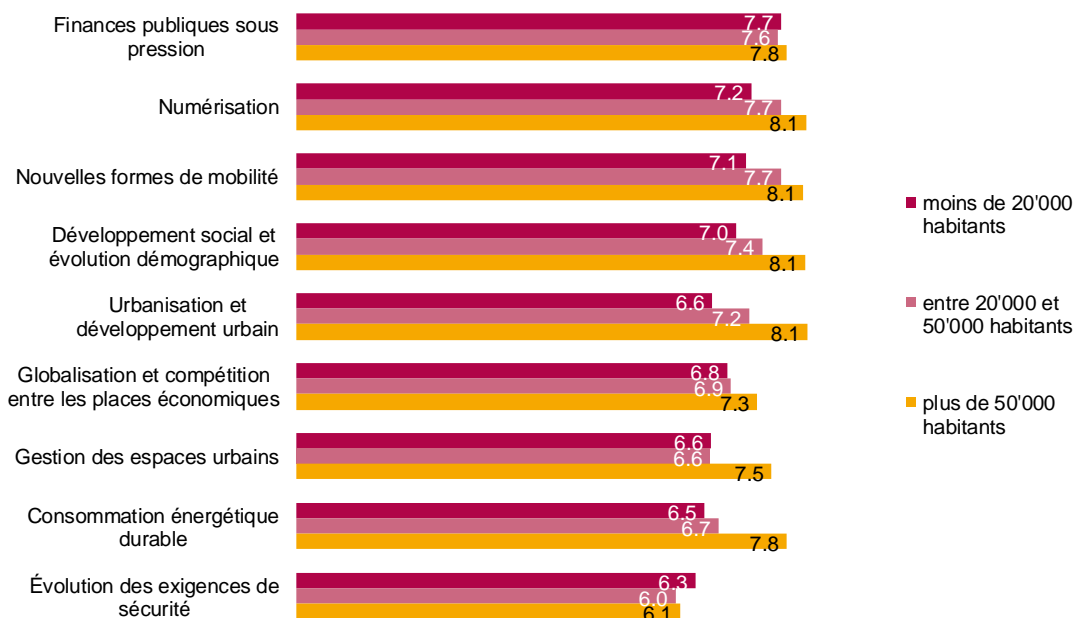
Presque tous les scénarios se voient attribuer par les membres des exécutifs des grandes villes une probabilité élevée:

Graphique 10

Probabilité des scénarios en fonction du nombre d'habitants

«Je considère ce scénario comme ...» (échelle de 0 «très improbable» à 10 «très probable»)

Exprimé par les moyennes des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



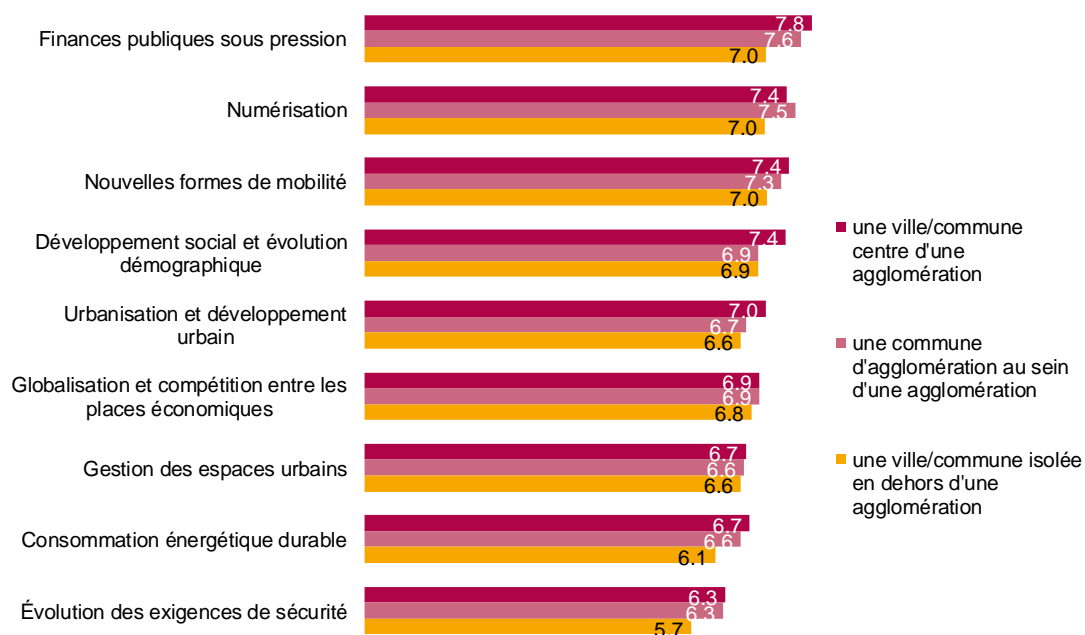
© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

La différence entre les villes de taille moyenne (et petite) est particulièrement importante dans les domaines de la consommation énergétique durable, du pilotage des espaces urbains ainsi que de l'urbanisation et du développement urbain. Dans toutes les catégories de taille, les scénarios sur les charges budgétaires et sur les exigences en matière de sécurité sont jugés similairement probables ou improbables.

Probabilité des scénarios en fonction du type d'habitat

«Je considère ce scénario comme ...» (échelle de 0 «très improbable» à 10 «très probable»)

Exprimé par les moyennes des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

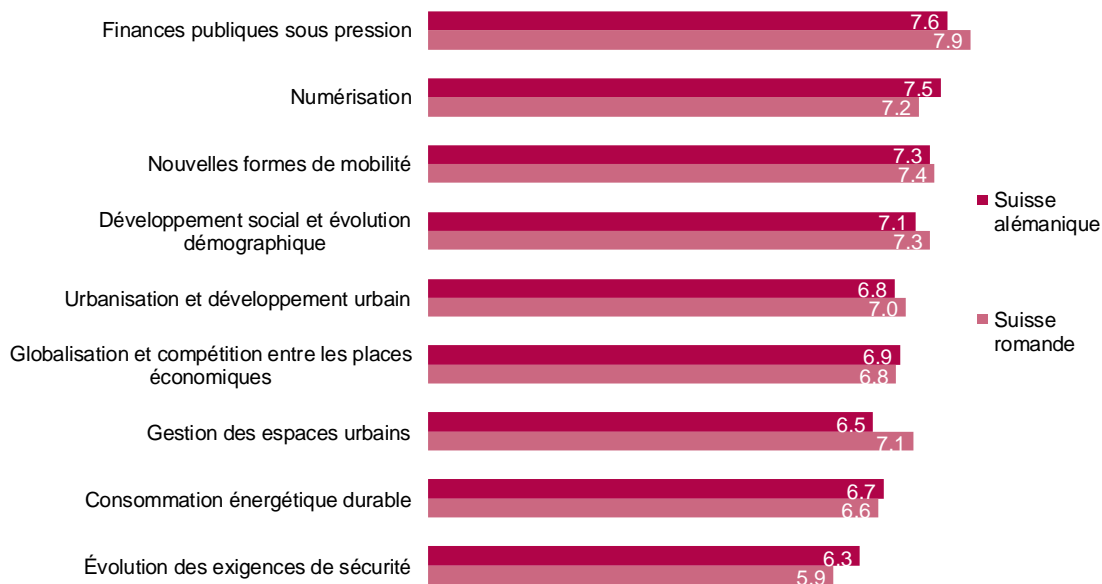
Tendanciellement, les personnes interrogées venant de communes-centres d'une agglomération ont jugé les scénarios plus probables et les personnes hors agglomération moins probables. C'est dans le jugement porté sur les finances publiques que la divergence est la plus accusée: si ce scénario est également le plus probable hors agglomération, il ne se distingue toutefois pas aussi fortement des autres scénarios que c'est le cas dans les villes-centres.

Graphique 12

Probabilité des scénarios en fonction de la région linguistique

«Je considère ce scénario comme ...» (échelle de 0 «très improbable» à 10 «très probable»)

Exprimé par les moyennes des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

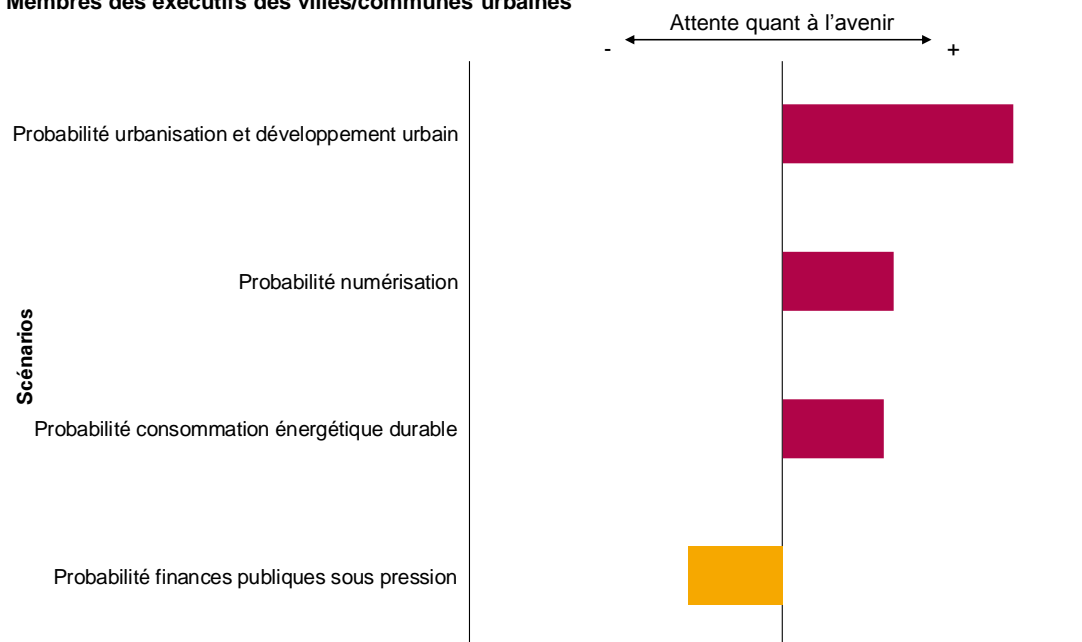
Ce sont notamment la gestion des espaces urbains et les finances publiques mises à mal qui sont plus fortement tenues pour probables en Suisse romande. En Suisse alémanique, ce sont les scénarios touchant à la numérisation et aux exigences en matière de sécurité qui sont jugés probables de la part d'une proportion de personnes plus élevée que la moyenne.

Dans un deuxième temps, nous examinons la question de savoir dans quelle mesure l'attente de certains scénarios influence l'attente de l'évolution globale et ainsi indirectement à l'aide de quels éléments les villes et les communes urbaines peuvent contribuer à aménager leur avenir:

Graphique 13

Influence des scénarios sur les attentes quant à l'avenir

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .171$

Explication: La méthode de régression linéaire utilisée décrit l'existence de l'influence de variables indépendantes (ici: les probabilités des scénarios) sur une variable dépendante (l'évolution attendue de la ville/commune d'ici 2030). La couleur permet de distinguer si un élément débouche sur des attentes plutôt positives (en rouge) ou plutôt négatives (en jaune). Les réponses qui n'apparaissent pas dans le graphique n'ont pas d'influence dans ce modèle. Le coefficient de détermination (ici: $R^2 = 17\%$) montre quelle proportion de l'attente peut être expliquée par le présent modèle. La longueur des colonnes est déterminée par le produit du coefficient bêta (pouvoir d'influence) de l'élément en question. L'ordre des éléments est déterminé par la valeur absolue du coefficient bêta.

Exemple de lecture: Plus une personne juge le scénario Urbanisation et développement urbain probable, plus elle est optimiste en ce qui concerne l'évolution de sa ville ou de sa commune d'ici 2030. Plus une personne juge probable le scénario Finances publiques sous pression, plus elle est pessimiste quant au développement de sa ville ou de sa commune d'ici 2030. Le premier effet mentionné est plus fort que le second.

Plus une personne interrogée juge le scénario Urbanisation et développement urbain probable, plus elle est optimiste en ce qui concerne l'évolution de sa ville ou de sa commune d'ici 2030.

On constate le même effet pour les scénarios Numérisation et Consommation énergétique durable, quoique de manière moins marquée que pour Urbanisation et développement urbain.

L'inverse est vrai pour les personnes interrogées qui voient les finances publiques sous pression: elles sont plus pessimistes en ce qui concerne l'avenir de leur ville ou de leur commune.

De manière générale, il convient toutefois de ne pas surinterpréter les influences mesurées. Avec ce modèle, on peut expliquer 17 % ($R^2 = 0,171$) de l'évolution globale attendue. Autrement dit: le modèle est incapable d'expliquer 83 % des réponses. Il y a encore – outre le sentiment instinctif des personnes interrogées – divers autres facteurs qui influencent les attentes que l'on a envers l'évolution de sa ville.

Il n'est donc pas étonnant que justement les membres des exécutifs voient dans les scénarios Urbanisation et développement urbain ainsi que Numérisation la plus grande influence de la politique municipale et à l'inverse dans le scénario

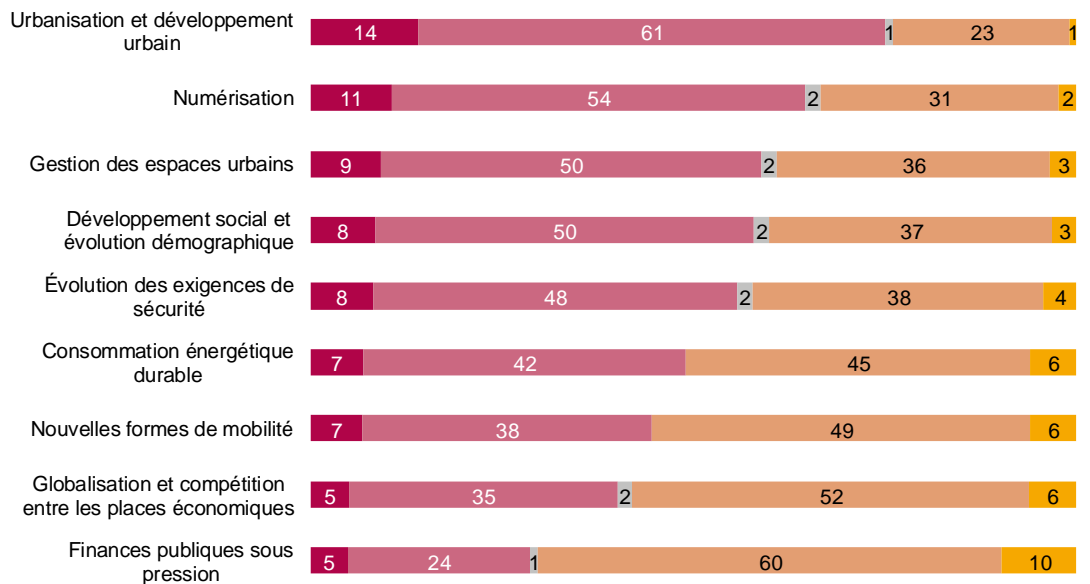
Finances publiques l'influence la plus faible. Les neuf scénarios se distinguent de fait par la capacité qui a été attribuée à la politique municipale de les influencer:

Graphique 14

Possibilités d'influence de la politique municipale

«Quels sont, à votre avis, les possibilités qu'a la politique municipale d'exercer une influence sur le développement par rapport à ce scénario ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



■ sont très importantes ■ sont plutôt importantes ■ ne sait pas/pas de réponse ■ sont plutôt faibles ■ sont très faibles
© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Il est frappant que la pression sur les finances publiques, bien que jugée très probable par les membres des exécutifs, présente à l'inverse la marge de manœuvre la plus faible. Elles sont en partie dépendantes de la Confédération et des cantons et se trouvent en outre en situation de concurrence avec d'autres villes, dont le comportement ne peut pas être influencé directement – notamment pour ce qui est de la concurrence fiscale avec des villes situées à l'étranger. Il est intéressant de noter que dans les villes et les communes urbaines hors agglomération, près de la moitié des personnes interrogées voient dans ce domaine une influence (plutôt) importante. Hors agglomération, dans l'idée qu'elles se font d'elles-mêmes, les communes et villes semblent plus à même de se soustraire à la pression budgétaire.

Ce qui est vrai pour la pression budgétaire l'est aussi pour le scénario Mondialisation et concurrence entre les sites: à cet égard, les personnes interrogées se voient plus dans le rôle d'objets de que moteurs de ce scénario.

Les membres des exécutifs ne voient majoritairement que des possibilités d'influence réduites en ce qui concerne les nouvelles formes de mobilité, dont les moteurs sont plus l'innovation technique et les entreprises privées que les villes. Ce point de vue cache néanmoins une nette différence entre les villes de grande, moyenne ou petite taille: les membres des exécutifs des grandes villes sont presque trois quarts à voir dans la politique des possibilités d'action. Dans les villes moyennes, les personnes interrogées sur cette question sont partagées en deux moitiés égales, tandis que dans les petites villes, seules 40 % des personnes interrogées sont convaincues que la politique a une grande influence. On constate en outre une nette différence culturelle et linguistique en ceci que les membres des exécutifs de Suisse romande voient clairement plus de possibilités d'influence (62 % de réponses «grandes»/«plutôt grandes») que ceux de Suisse alémanique (38 %).

En matière d'énergie, les répondantes et répondants ne sont pas d'accord sur la question de savoir si son influence est plutôt forte ou faible.

Pour chacun des autres scénarios, une majorité indique toujours que l'influence de la politique municipale est tout au moins plutôt grande. C'est pour le scénario Urbanisation et développement urbain que cette opinion est la plus marquée. Une construction densifiée et socialement responsable, l'aménagement des quartiers et de l'espace public, les surfaces libres, les institutions sociales et culturelles ainsi que l'attractivité pour les familles sont des domaines où les villes sont en mesure soit d'offrir des prestations elles-mêmes soit de bien les gérer indirectement.

Ceci vaut aussi en grande partie pour le scénario Numérisation: à cet égard, c'est aux administrations elles-mêmes qu'il appartient d'agir en traitant électroniquement la communication avec les habitantes et habitants, en développant des applications mobiles qui ainsi offrent des prestations 24 h/24, en mettant en réseau des données et en permettant de nouvelles formes numériques de participation citoyenne. Les possibilités d'influence ne sont toutefois pas totales dans ce domaine non plus: le développement technique, le comportement des utilisateurs et le besoin de sphère privée des citoyennes et citoyens ne peuvent être influencés par la politique municipale que dans une faible mesure. En Suisse romande, on perçoit de plus grandes possibilités d'influence (75 % grandes/plutôt grandes) dans le domaine de la numérisation qu'en Suisse alémanique (62 %).

Les villes ont des possibilités d'influence moyennes dans les trois autres scénarios: elles peuvent influencer la gestion des espaces urbains au-delà des frontières municipales, mais sont dépendantes de partenaires (Confédération, canton ou autres communes). Elles ne peuvent influencer les situations de menace subjectives que de manière limitée, mais sont en mesure d'influencer directement la sécurité publique par le biais de mesures adéquates. Elles ne peuvent pas contrôler la mutation démographique ni la migration internationale, mais sont à même de créer des offres spécifiques, par exemple pour les habitantes et habitants âgés ou de ralentir la ségrégation et la gentrification par le biais d'une politique du logement ciblée. Dans le scénario Évolution sociale et mutation démographique, les appréciations diffèrent cependant en fonction des circonstances: en Suisse romande (74 %), dans les villes moyennes (71 %) et dans les villes-centres (65 %), on considère les possibilités d'influence comme plus grandes que dans les groupes opposés.

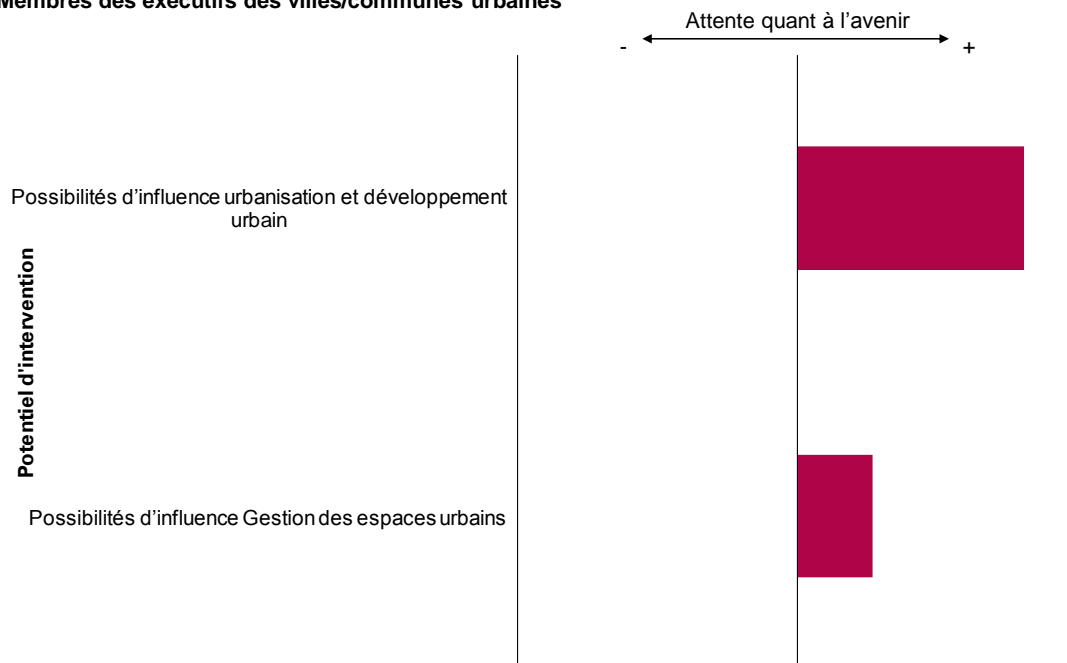
Tous les scénarios comportent des aspects que la politique municipale peut influencer ou façonner, mais aussi des aspects qui sont décidés en dehors de sa sphère d'influence. Cela se manifeste aussi dans l'estimation des personnes interrogées: les possibilités d'influence varient entre possibilités d'action plutôt grandes à plutôt petites. Seules de très rares personnes qualifieraient les possibilités d'influence de «très grandes» ou de «très petites».

L'évolution globale de sa propre ville ou commune d'ici 2030 dépend en premier lieu de si l'on perçoit des possibilités d'influence dans le domaine de l'urbanisation et du développement urbain ou pas:

Graphique 15

Influence du potentiel d'intervention sur l'attente quant à l'avenir

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .126$

Tout comme pour ce qui est de la probabilité de réalisation supposée, les membres des exécutifs sont d'autant plus optimistes qu'ils considèrent ces possibilités d'influence (par la densification, les constructions socialement responsables, l'aménagement de l'espace public, etc.) comme fortes². Ce scénario semble donc central (du point de vue des personnes interrogées) pour les perspectives d'avenir d'une ville ou d'une commune urbaine.

Les possibilités d'influence du domaine Gestion des espaces urbains présentent des effets moindres mais eux aussi positifs.

² Même au sein d'un modèle de régression, où les probabilités et les possibilités d'influence sont calculées ensemble, la probabilité et la possibilité d'influence du scénario Urbanisation et développement urbain sont les deux les principaux facteurs explicatifs.

3.2.1 Finances publiques sous pression

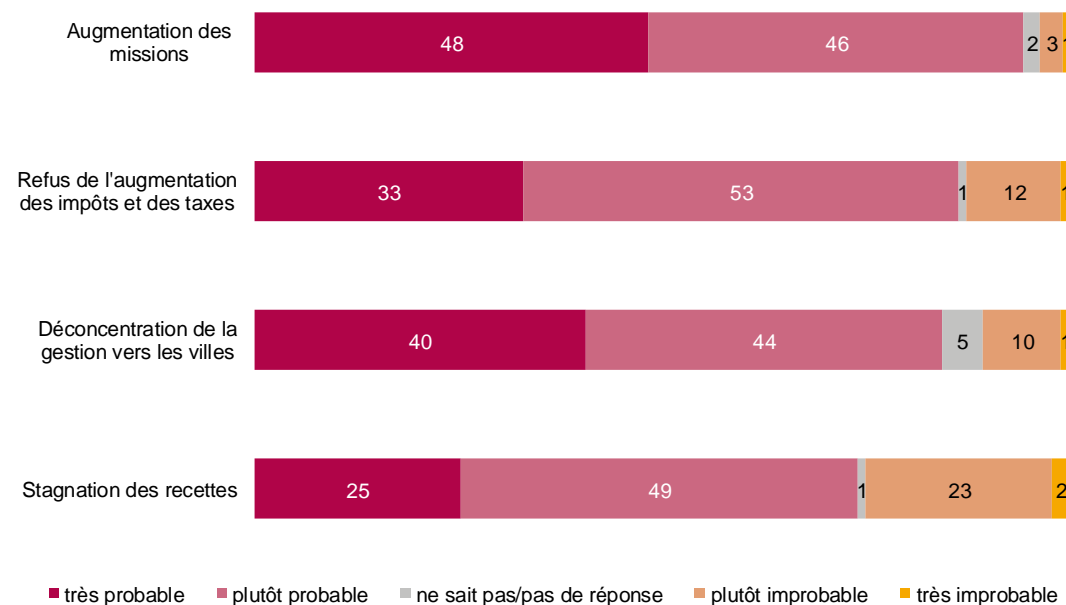
Le scénario de la mise sous pression des finances publiques est non seulement jugé comme le scénario le plus probable dans son ensemble, mais ses différentes composantes sont elles aussi considérées par les membres des exécutifs comme probables:

Graphique 16

Probabilité des composantes finances publiques sous pression

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Les personnes interrogées sont presque unanimes pour dire que la charge des tâches des villes et communes urbaines est appelée à croître. Si l'on considère l'ensemble des scénarios, ceci est l'une des composantes jugées les plus probables. Près de la moitié des personnes interrogées jugent même très probable une augmentation de la charge des tâches. Dans les villes et les communes urbaines hors agglomération, «seuls» quatre cinquièmes des personnes interrogées voient se profiler une augmentation de la charge des tâches.

Une probabilité élevée, mais moins répartie sur tout le territoire que pour l'augmentation des tâches, est entre autres attribuée au refus de l'augmentation des impôts et des redevances de la part des électeurs et au transfert des tâches du canton et de la Confédération vers les villes.

Il est également probable que face à l'augmentation des dépenses, on aura une stagnation des recettes, ce qui risque d'aggraver notablement le problème pour les villes et les communes urbaines. Les personnes interrogées sont tout de même un quart à juger cette composante (plutôt) improbable.

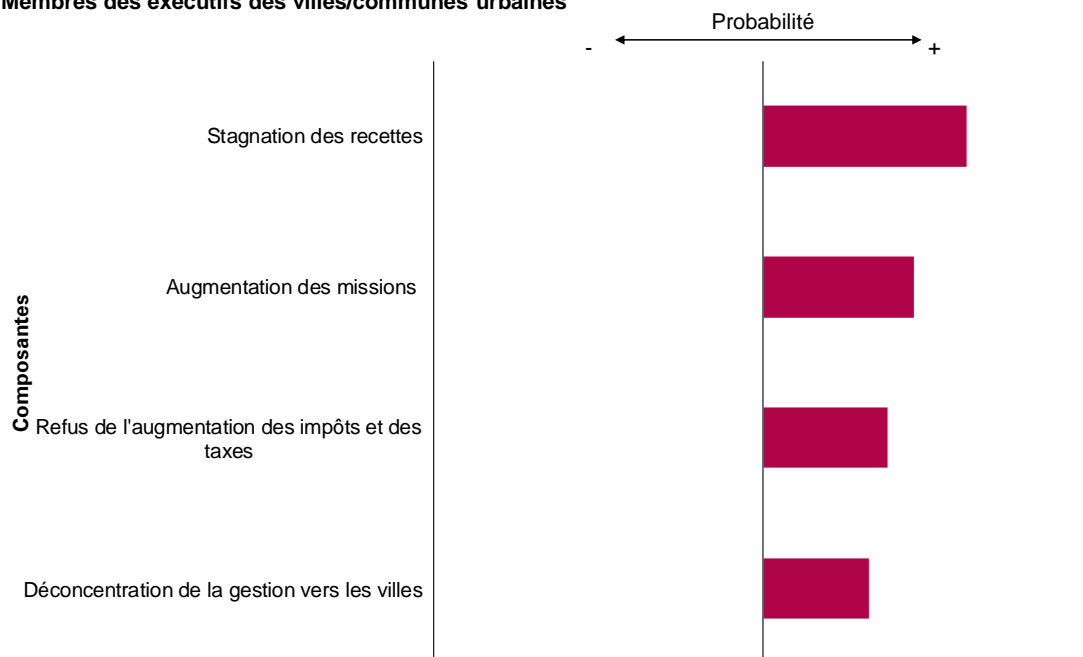
En Suisse romande, la stagnation des recettes est perçue avec plus d'acuité (87 %), alors qu'en Suisse alémanique, on redoute plutôt le transfert des tâches vers les villes (90 %).

L'analyse de régression montre que chacune des quatre composantes de l'estimation globale du scénario joue un rôle:

Graphique 17

Influence des composantes sur le scénario finances publiques sous pression

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .219$

C'est pour la stagnation des recettes que cela est le plus vrai. Plus on redoute une stagnation des recettes, plus on juge ce scénario probable dans son ensemble.

3.2.2 Numérisation

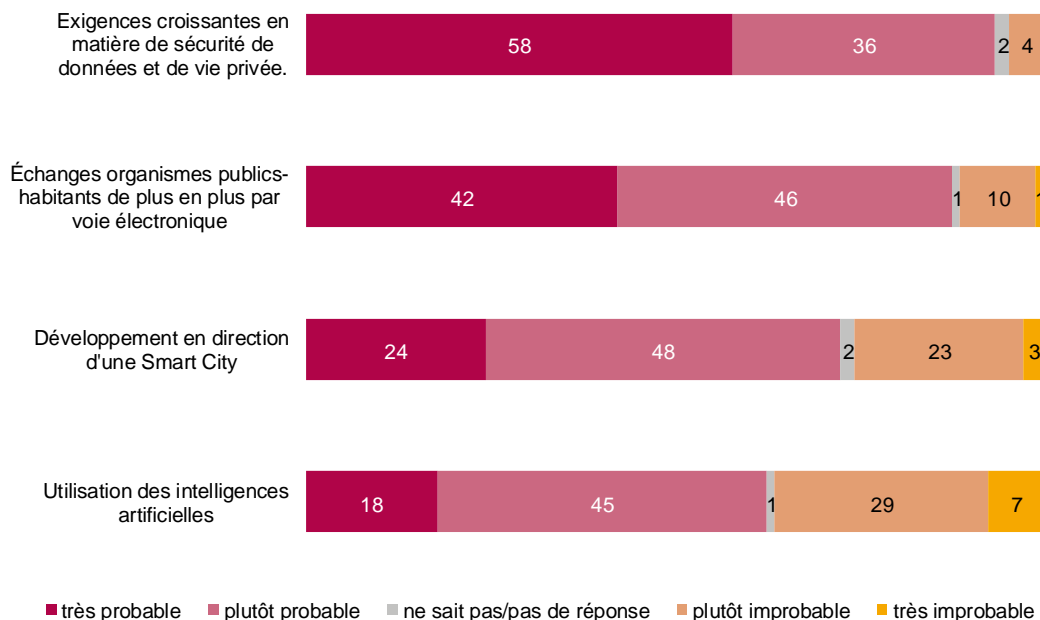
Dans le scénario Numérisation, l'augmentation des exigences posées à la sécurité des données et à la sphère privée fait pratiquement l'unanimité:

Graphique 18

Probabilité des composantes numérisation

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Si l'on considère l'ensemble des scénarios, l'augmentation des exigences posées à la sécurité des données et à la sphère privée est l'une des composantes jugées les plus probables. Plus de la moitié des membres des exécutifs interrogés considèrent même cette composante comme très probable.

Il est en outre considéré comme très probable que dans l'avenir, les échanges entre les administrations et les habitants et habitantes se fassent largement par voie électronique.

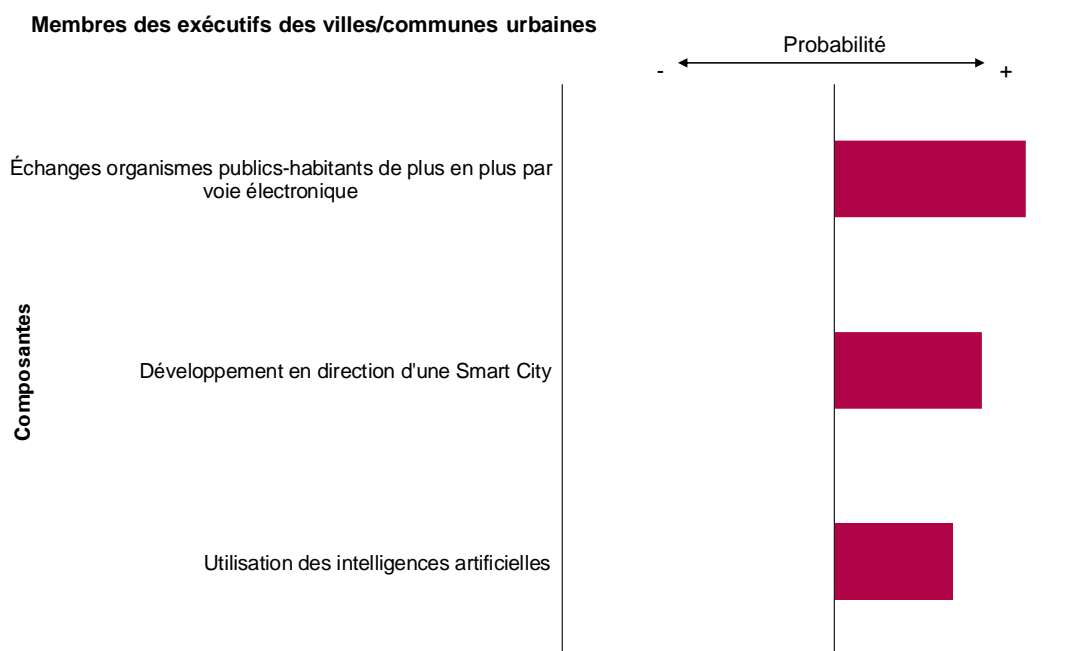
Toutefois, un quart des personnes interrogées jugent (plutôt) improbable que leur ville ou commune évolue pour devenir une smart city³. Plus d'un tiers d'entre elles doutent que d'ici 2030, des intelligences artificielles puissent être utilisées dans leurs villes et communes urbaines. Bien qu'une majorité des personnes interrogées jugent cela probable, si l'on considère ce scénario de même que l'ensemble des scénarios, cette composante est toutefois peu probable. Ces deux composantes sont cependant considérées comme plus réalistes en Suisse romande (smart city: 83 %, intelligence artificielle: 75 % très/plutôt probable). La smart city dépend en outre clairement de la taille de la commune: pour les grandes villes (96 %), cette évolution est plus probable que pour les petites villes (68 %).

³ Ce terme peut recouvrir une multitude de différents concepts et idées – comme les voitures sans conducteur ou l'utilisation de drones – surtout dans le but d'aménager les villes pour les rendre plus efficaces et technologiquement plus avancées.

L'évaluation globale du scénario Numérisation se concentre sur le contact des administrations avec les habitantes et habitants:

Graphique 19

Influence des composantes sur le scénario numérisation



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .267$

Les mots-clés smart city et intelligence artificielle sont pertinents pour l'évaluation, mais plus faibles.

Aucune influence directe ne découle de l'augmentation attendue des exigences en matière de sécurité des données et de la sphère privée. Du point de vue des personnes interrogées, cette évolution semble se faire indépendamment de la numérisation des prestations des administrations.

3.2.3 Nouvelles formes de mobilité

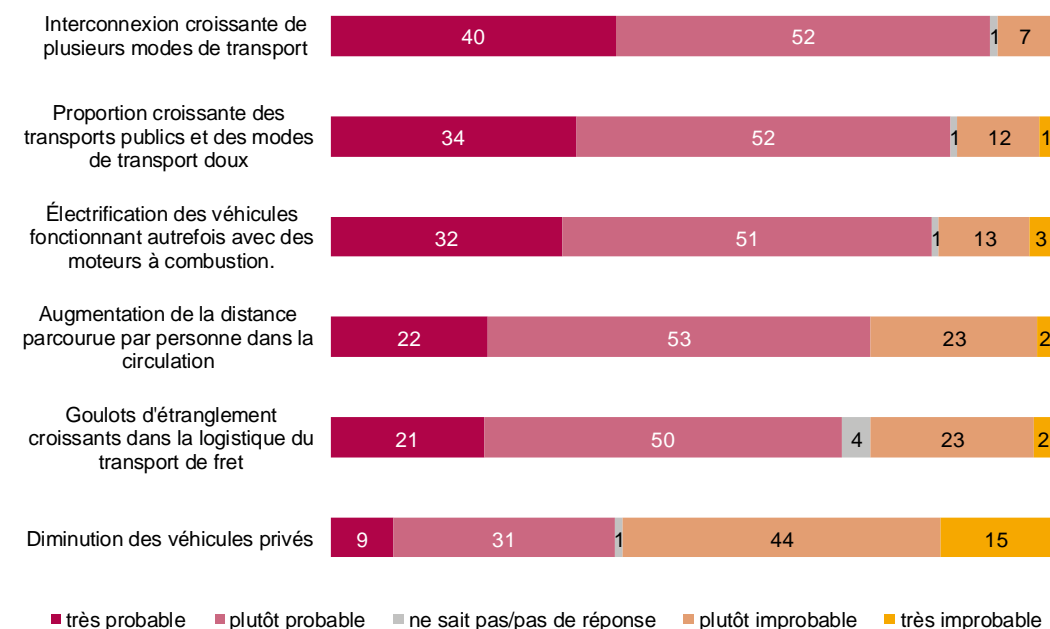
La majorité des membres des exécutifs ne croit pas que la possession de véhicules privés est appelée à décroître:

Graphique 20

Probabilité des scénarios nouvelles formes de mobilité

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Si l'on considère tous les scénarios, ceci n'est que l'un des trois aspects considérés majoritairement comme improbables. Cette évaluation dépend toutefois clairement de la taille de la commune: dans les grandes villes, ce scénario est considéré comme tout à fait probable (72 % très/plutôt probable), mais pas dans les petites villes (33 %). Dans les villes moyennes, les avis sont partagés (48 %).

Les autres composantes sont majoritairement considérées comme probables. Sur la presque totalité du territoire, on suppose que dans un système de transport global, on continuera à utiliser divers moyens de transport, qui seront toutefois plus adaptés les uns aux autres et davantage combinés les uns avec les autres (trafic intermodal).

Nombreux sont aussi ceux qui pensent que les transports publics et la mobilité douce prendront de l'ampleur dans leurs villes et communes urbaines et que le moteur à combustion sera de plus en plus remplacé par des moteurs purement électriques ou hybrides. En Suisse romande, l'augmentation future des transports publics et de la mobilité douce est tenue pour acquise (96 %) sur pratiquement l'ensemble du territoire.

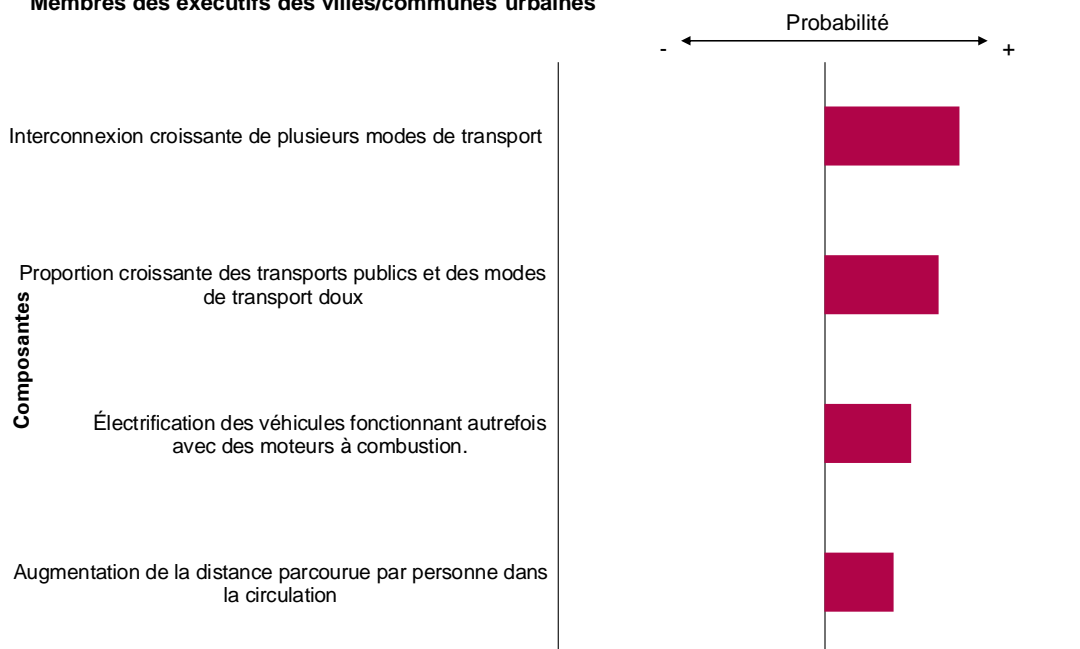
Un quart des personnes interrogées sont d'avis que et l'augmentation des distances parcourues par personne, et celle des engorgements dans la logistique du fret sont plutôt improbables. Les engorgements dans la logistique du fret sont plus redoutés en Suisse romande (84 %), alors que l'augmentation des distances est attendue dans des proportions supérieures à la moyenne en Suisse alémanique (78 %) et dans les petites villes et communes urbaines (76 %).

Les composantes centrales de ce scénario sont la combinaison des moyens de transport et l'augmentation de la part des transports publics et de la mobilité douce:

Graphique 21

Influence des composantes sur le scénario nouvelles formes de mobilité

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .146$

Par ailleurs, la perception globale comporte aussi l'électrification des véhicules et l'augmentation des distances.

Pour les personnes interrogées, la baisse (considérée comme improbable) du nombre de véhicules privés ainsi que les engorgements dans la logistique du fret relèvent d'un autre chapitre et ne sont pas pertinents pour juger du scénario.

3.2.4 Évolution sociale et mutation démographique

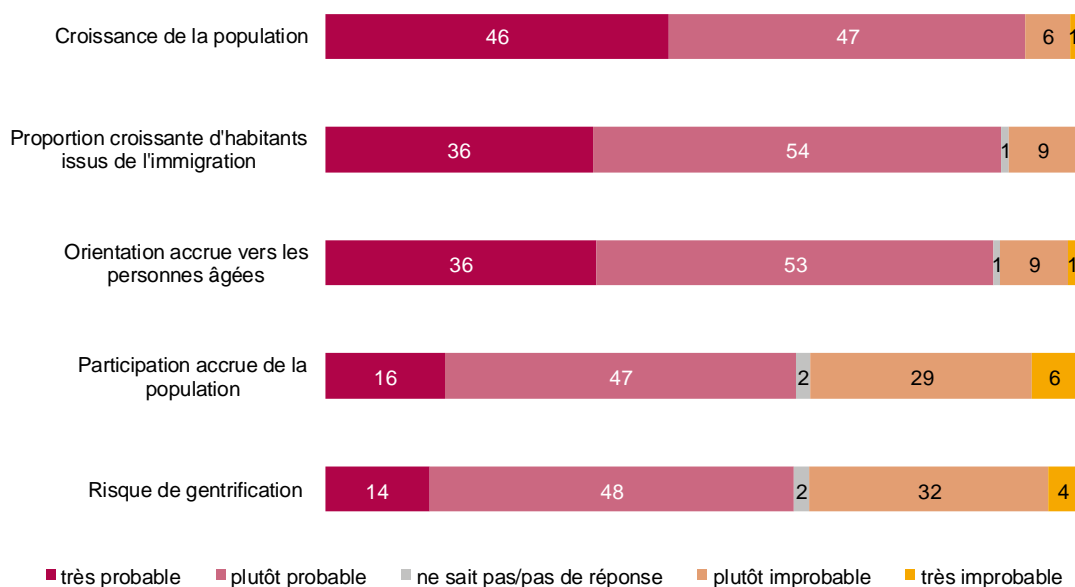
Les membres des exécutifs de pratiquement tout le territoire s'attendent à une croissance démographique:

Graphique 22

Probabilité des composantes développement social et évolution démographique

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Si l'on considère tous les scénarios, ceci est l'une des composantes les plus probables. Il n'y a que dans les villes et les communes urbaines hors agglomération que «seulement» quatre cinquièmes des personnes interrogées croient à une croissance démographique.

L'augmentation du nombre d'habitantes et d'habitants issus de la migration est elle aussi vue relativement clairement. De même, on s'attend à ce que l'offre s'adresse de plus en plus aux personnes âgées (p. ex. prestations et centres de santé dans le quartier ou mobilité sûre). Dans les grandes villes, cette attente est légèrement moins marquée (76 %).

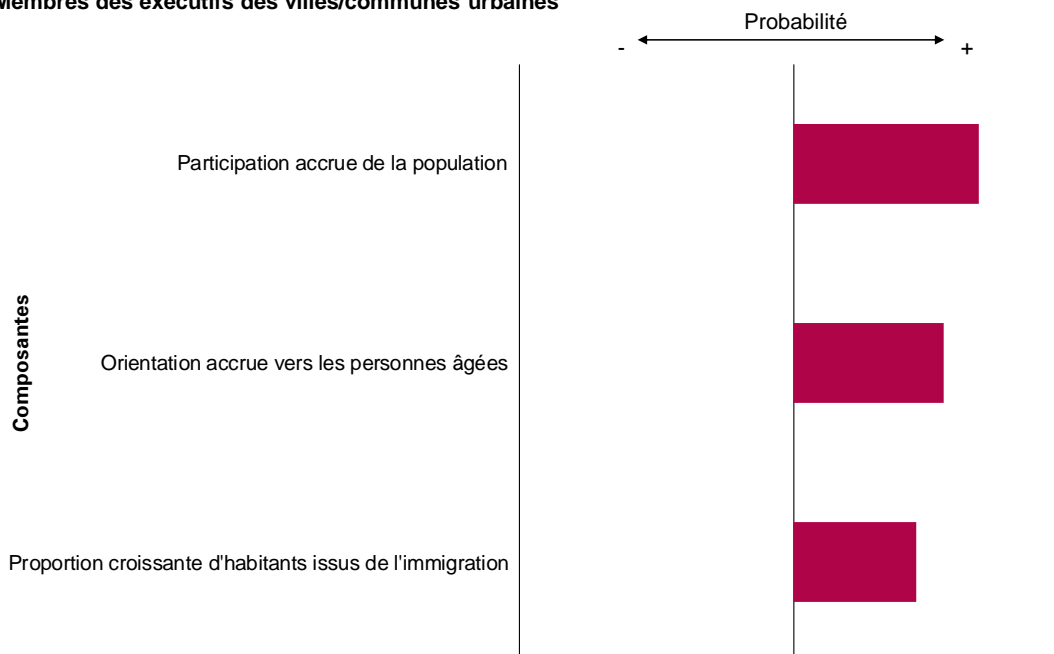
Les dangers de la gentrification (le refoulement de groupes économiquement faibles) et un développement des formes de participations citoyennes sont majoritairement considérés comme probables, mais plus d'un tiers des personnes interrogées les jugent improbables pour leur ville ou commune. La gentrification est un problème, surtout identifié par les grandes villes (80 %). Celles-ci croient aussi plus fortement en un renforcement de la participation citoyenne (80 %), ce qui est également vrai pour les personnes interrogées venant de Suisse romande (75 %).

Il est intéressant de noter que l'évaluation du scénario est indépendante de la croissance démographique dans son ensemble et de la gentrification:

Graphique 23

Influence des composantes sur le scénario développement social et évolution démographique

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .213$

Ce sont l'augmentation de la migration et le vieillissement de la population qui rendent le scénario plus ou moins probable. Avec l'intégration et la participation de tous les milieux, les villes ont les outils pour répondre à ces changements.

3.2.5 Urbanisation et développement urbain

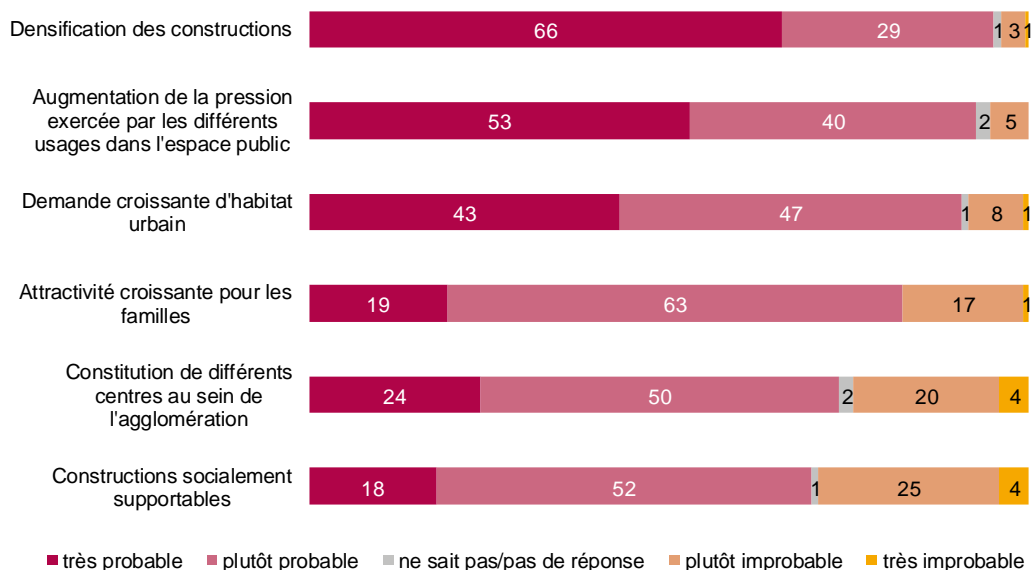
C'est dans le scénario Urbanisation et développement urbain que les membres des exécutifs voient le plus de potentiel d'action par le biais de la politique urbaine:

Graphique 24

Probabilité des composantes urbanisation et développement urbain

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Pour les villes, il est clair qu'elles devront dans l'avenir construire de manière plus dense. Si l'on considère l'ensemble des scénarios, ceci est la composante la plus souvent et la plus clairement partagée.

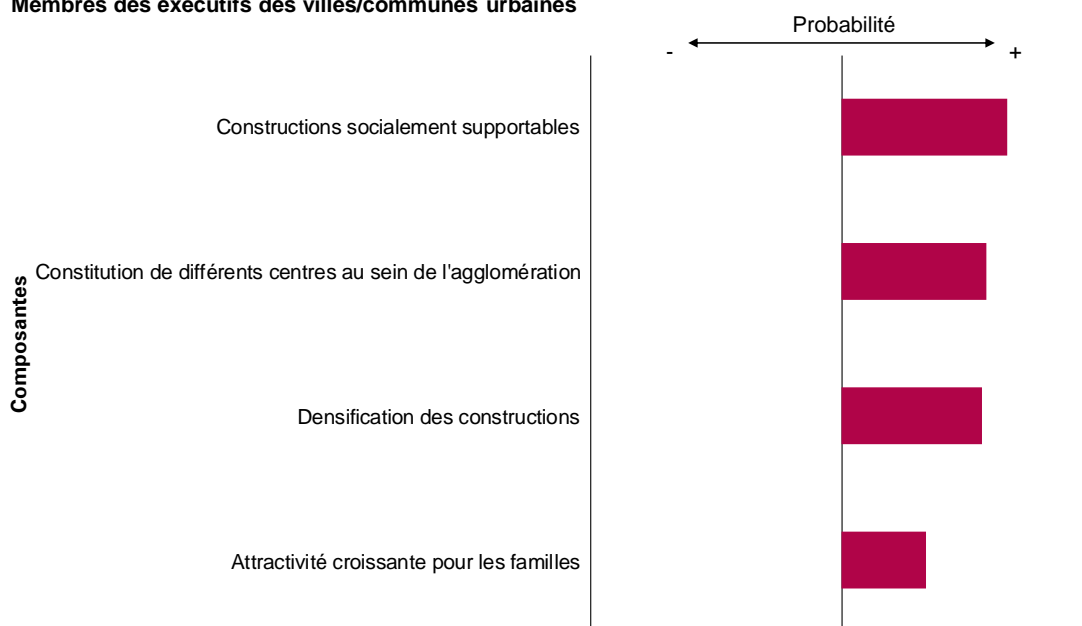
De même, la pression générée par la demande croissante de surfaces dans l'espace public telle que la hausse de la demande en logements urbains semble claire pour les membres des exécutifs. Font exception les personnes interrogées venant de communes hors agglomération, qui doutent pour un cinquième de l'augmentation de la pression générée par l'importante demande de surfaces et pour un tiers de la hausse de demandes en logements urbains pour leur ville ou commune.

L'augmentation de l'attractivité pour les familles (légèrement supérieure à la moyenne dans les villes-centres), la formation de différents centres au sein d'une agglomération ainsi que les constructions socialement responsables sont un peu moins souvent jugées probables et surtout moins souvent clairement probables. Les constructions socialement responsables sont toutefois une question bel et bien importante dans les grandes villes (84 % probable/plutôt probable) et les villes moyennes (81 %) ainsi qu'en Suisse romande (79 %).

Graphique 25

Influence des composantes sur le scénario urbanisation et développement urbain

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .374$

Avec les constructions socialement responsables, la densification et l'augmentation de l'attractivité pour les familles, et éventuellement aussi la formation de centres au sein des agglomérations, les villes et les communes urbaines ont de fait plusieurs instruments entre les mains pour réaliser ce scénario.

Il est intéressant de noter que ce scénario n'est toutefois pas marqué par l'augmentation de la pression générée par la demande de surfaces ou la demande en logements urbains.

3.2.6 Mondialisation et concurrence entre les sites

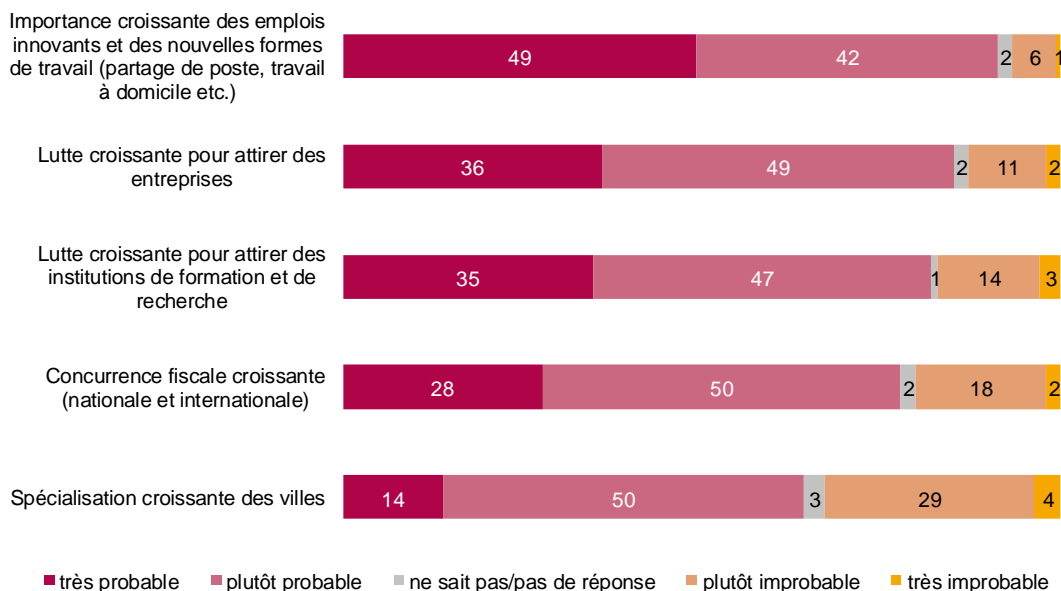
L'implantation d'emplois et de formes de travail innovants est appelée à gagner en importance pour les villes et les communes urbaines:

Graphique 26

Probabilité des composantes globalisation et compétition entre les places économiques

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

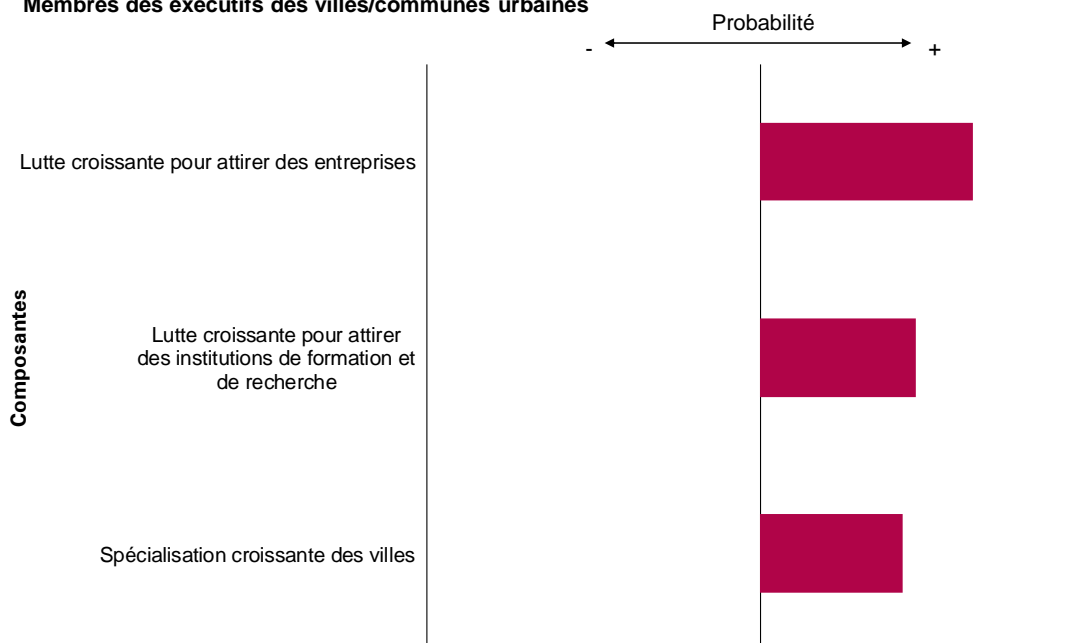
Ceci va entre autres se faire sous la forme d'un renforcement de la lutte pour attirer d'une part des entreprises et d'autre part des institutions de formation et de recherche.

Les membres des exécutifs supposent en outre que la concurrence fiscale va s'intensifier. Un cinquième des répondantes et répondants se montrent toutefois moins certains.

La composante la moins probable de ce scénario est que les villes se spécialisent de plus en plus pour s'imposer dans un contexte de concurrence (internationale). Les personnes interrogées sont tout de même un tiers à penser que cela est probable.

Influence des composantes sur le scénario globalisation et compétition entre les places économiques

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), R² = .214

L'aspect pertinent pour ce scénario est principalement la lutte pour attirer des entreprises, des institutions de formation et de recherche, mais aussi, outre cela, la possible spécialisation des villes.

La concurrence fiscale et l'implantation d'emplois innovants vont de pair avec cette perspective, quoique sans y occuper une place centrale.

3.2.7 Gestion des espaces urbains

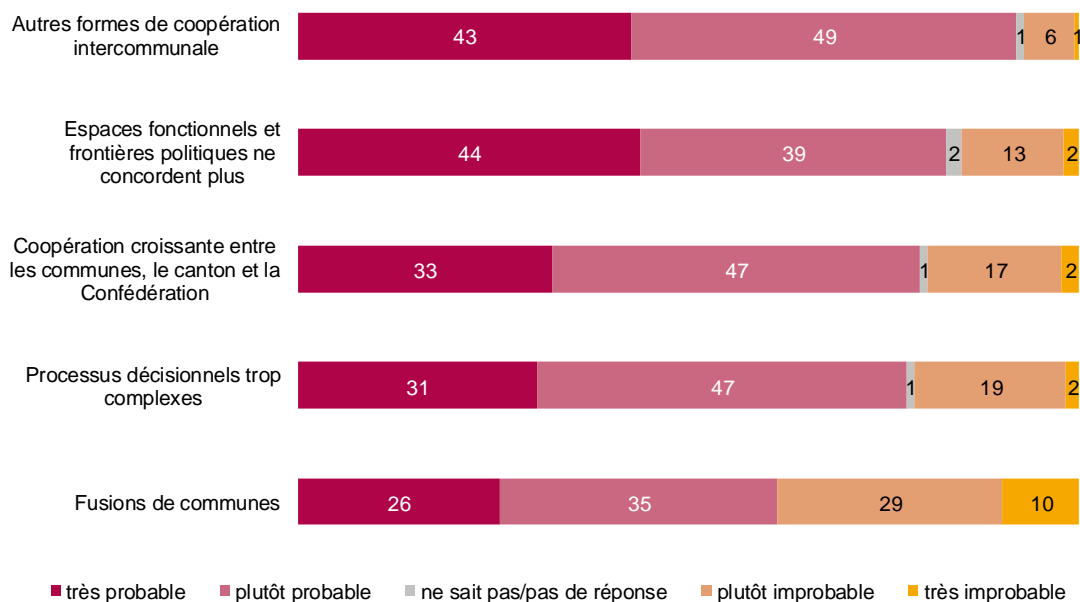
Le problème fondamental selon lequel les zones fonctionnelles et les frontières politiques se désagrègent de plus en plus est clairement identifié par la majorité:

Graphique 28

Probabilité des composantes gestion des espaces urbains

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



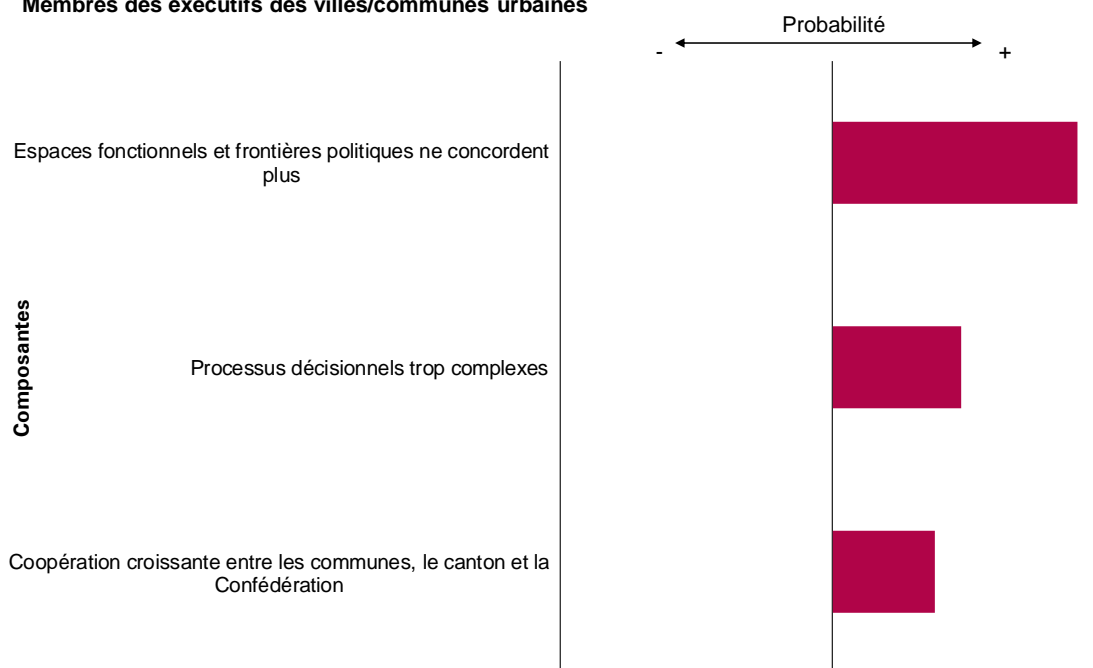
© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Pour répondre à ce problème, on s'en remet en premier lieu à la collaboration intercommunale et en second à la collaboration avec les instances étatiques supérieures. Pour les répondantes et répondants, les fusions de communes sont dans l'ensemble moins cruciales, ceci restant toutefois plutôt une option pour les villes et communes urbaines de petite taille (65 %) que pour les villes moyennes (53 %) ou les grandes villes (52 %).

Si l'idée selon laquelle cette évolution rendra les processus décisionnels plus complexes est partagée par la majorité (dans une proportion supérieure à la moyenne en Suisse romande), elle est contredite par un bon cinquième des personnes interrogées.

Influence des composantes sur le scénario gestion des espaces urbains

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), R² = .239

De fait, les fusions de communes ne font pas partie du modèle d'action. Celui-ci se concentre sur la vision des problèmes: la désagrégation des zones fonctionnelles et des frontières politiques ainsi que la complexité croissante de la gestion de l'espace urbain qui va de pair.

3.2.8 Consommation énergétique durable

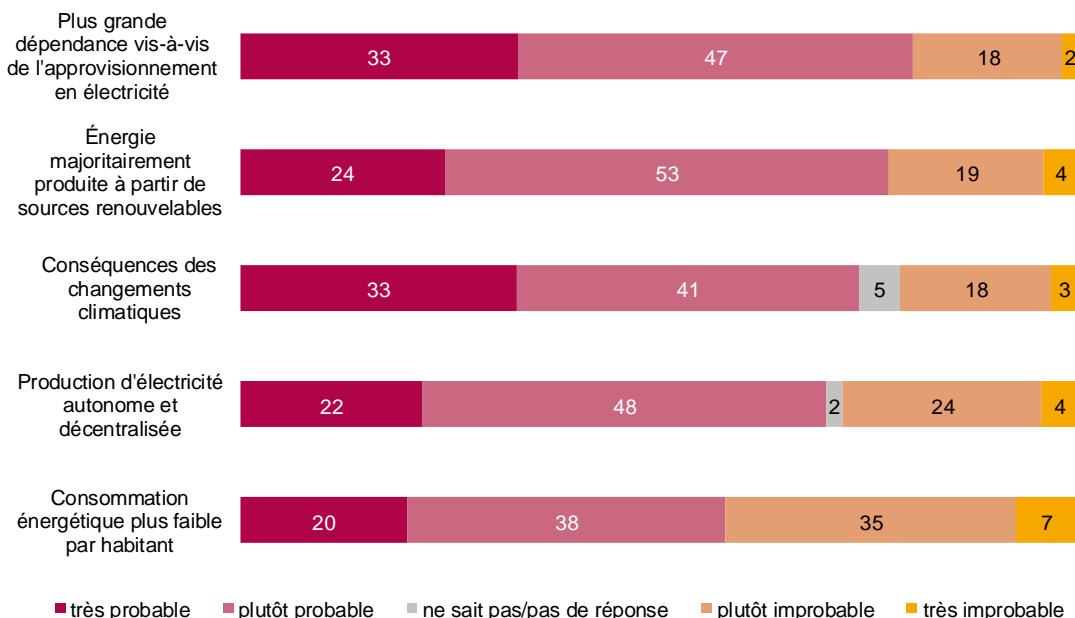
Le scénario de la consommation énergétique durable est l'un des scénarios les moins probables, ce qui se manifeste également au niveau de ses composantes:

Graphique 30

Probabilité des composantes consommation énergétique durable

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Au moins un cinquième des personnes interrogées considèrent chaque composante comme improbable pour sa ville ou sa commune. La perspective la plus probable est que la ville comme système global deviendra plus fortement dépendante de l'approvisionnement en électricité (et que des coupures de courant, certes rares, seront susceptibles d'entraîner des pannes de systèmes temporaires).

Les répondantes et répondants sont nombreux à penser que la production d'électricité deviendra plus autonome et décentralisée et reposera en majeure partie sur des sources d'énergie renouvelables. Les villes et les communes urbaines seront néanmoins impactées par les répercussions du changement climatique.

Les membres des exécutifs considèrent comme la moins probable l'hypothèse que la consommation énergétique par habitant baisse.

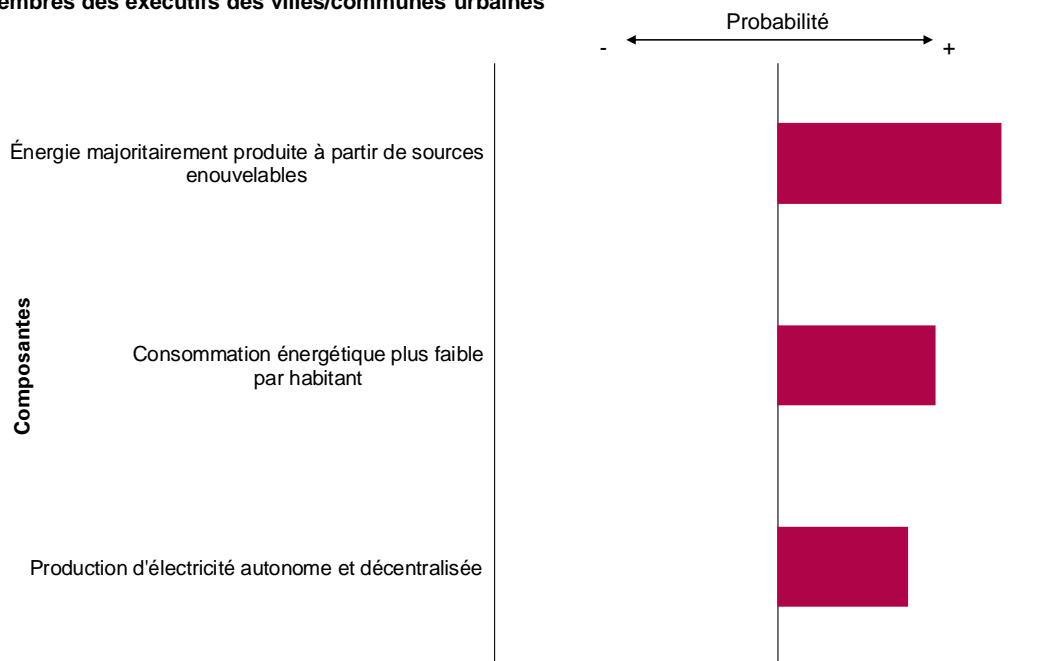
Si l'on n'interroge que les membres exécutifs des grandes villes, on observe un déplacement des points forts: ces répondantes et répondants estiment beaucoup plus probable que la consommation énergétique par habitant baisse (92 % très/plutôt probable), que l'on utilise en majeure partie des énergies renouvelables (92 %) et que l'électricité soit produite de manière autonome et décentralisée (84 %).

En Suisse romande, on redoute plus fortement les répercussions du changement climatique (81 %), mais moins la dépendance vis-à-vis de l'approvisionnement en électricité (69 %).

Graphique 31

Influence des composantes sur le scénario consommation énergétique durable

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), $R^2 = .308$

On se concentre ici sur les sources d'énergie renouvelables, la baisse de la consommation énergétique et la production d'électricité autonome et décentralisée.

Les problèmes potentiels – la dépendance et le changement climatique – n'influencent pas les personnes interrogées dans leur estimation de la probabilité du scénario.

3.2.9 Mutation des exigences en matière de sécurité

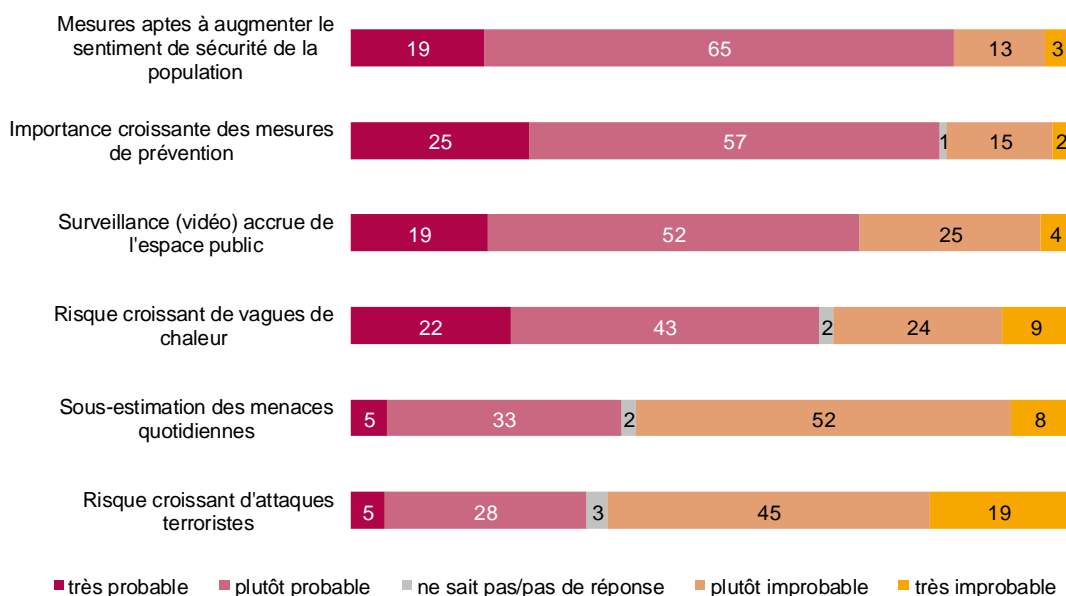
Le scénario sur la mutation des exigences en matière de sécurité est dans son ensemble considéré comme le moins probable, ce qui se manifeste particulièrement au niveau de deux de ses composantes:

Graphique 32

Probabilité des composantes évolution des exigences de sécurité

«Quel est, selon vous, le niveau de probabilité que les aspects particuliers de ce scénario se produisent dans votre ville/commune ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

Une majorité des membres des exécutifs ne pensent ni que dans leur ville ou commune urbaine le risque d'attentats terroristes est appelé à augmenter, ni que les menaces quotidiennes (telles que les canicules, les accidents de la circulation ou la violence domestique) sont sous-estimées. Si l'on considère l'ensemble des scénarios, ce sont là les deux composantes les moins partagées et deux de seulement trois composantes au total partagées par une minorité. Ces deux aspects sont toutefois considérés légèrement plus fréquemment comme probables en Suisse alémanique (attentats terroristes: 37 % très/plutôt probable, sous-estimation des menaces quotidiennes: 41 %). C'est dans les grandes villes que le risque terroriste est davantage identifié (37 %), alors qu'il l'est moins dans les communes situées dans les ceintures d'agglomérations (25 %). Les membres des exécutifs des villes et communes urbaines de petite taille considèrent la sous-estimation de la menace quotidienne comme plus probable (41 %) que ceux des grandes villes (20 %).

Les répondants voient du reste bien que les mesures visant à renforcer le sentiment de sécurité au sein de la population ainsi qu'une augmentation des mesures de prévention sont nécessaires.

Nombreux sont ceux qui s'attendent à une augmentation de la (vidéo-)surveillance de l'espace public – dans une proportion supérieure à la moyenne dans les villes et communes urbaines de petite taille (74 %) et dans une proportion inférieure à la moyenne dans les grandes villes (56 %).

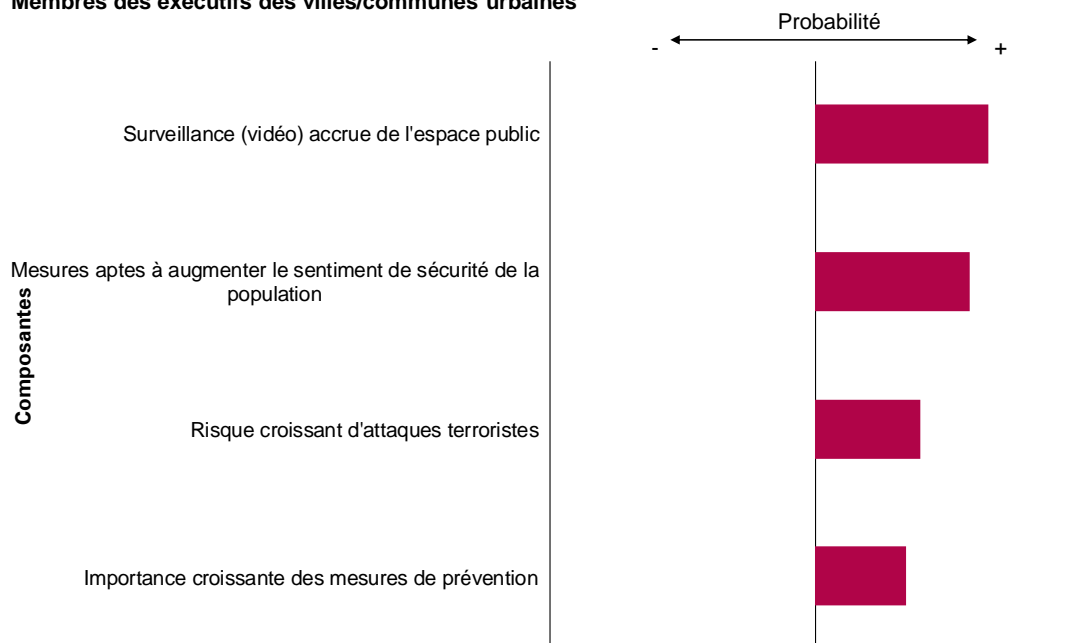
Environ deux tiers des répondants redoutent une augmentation du risque de canicules. En Suisse romande, c'est même le cas des trois quarts des personnes interrogées.

Le regard porté par les membres des exécutifs sur l'ensemble du scénario est marqué par les mesures:

Graphique 33

Influence des composantes sur le scénario évolution des exigences de sécurité

Membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356), R² = .281

La vidéosurveillance et les mesures visant à renforcer le sentiment de sécurité jouent un rôle, comme – accessoirement – les mesures de prévention.

Les menaces quotidiennes et les dangers naturels (sous forme de canicules) sont peu importants pour les réflexions. Les attentats terroristes le sont un peu plus, sachant que seule une minorité s'attend à ce que le danger augmente pour leur ville ou leur commune.

3.2.10 Bilan intermédiaire

Neuf scénarios prédéfinis susceptibles de concerner les villes d'ici 2030 sont majoritairement considérés comme probables, avec toutefois des différences claires dans leur degré de probabilité:

Selon les estimations des membres des exécutifs, l'éventualité la plus probable est que les finances publiques seront mises sous pression. De même, ils considèrent comme plus probables une percée du numérique (p. ex. traitement électronique de la communication avec les administrations), les nouvelles formes de mobilité ainsi que le développement social et la mutation démographique (croissance démographique, augmentation du nombre de personnes âgées et de personnes issues de la migration).

Il est moyennement probable que les scénarios relatifs à l'urbanisation et au développement urbain (densification, constructions socialement responsables) ainsi qu'à la mondialisation et la concurrence entre les sites se réalisent.

Sont jugés comme moins probables que les autres scénarios les problèmes de gestion des espaces urbains (désagrégation des zones fonctionnelles et des limites politiques) et la consommation d'énergie de plus en plus durable.

Est considéré comme le scénario le moins probable celui d'une mutation des exigences en matière de sécurité (dont l'augmentation de la probabilité d'attentats terroristes).

Les neuf scénarios se distinguent non seulement par la probabilité qui leur a été attribuée, mais aussi par la capacité de la politique municipale de les influencer:

Cela est frappant en ce qui concerne la pression sur les finances publiques, qui est certes jugée comme très probable, mais est aussi associée à la marge de manœuvre la plus étroite. De même, en ce qui concerne la mondialisation et la concurrence, les personnes interrogées se voient plus comme objets que comme acteurs de l'évolution.

Les membres des exécutifs ne voient majoritairement que des possibilités d'influence réduites en ce qui concerne les nouvelles formes de mobilité, dont les moteurs sont plus l'innovation technique et les entreprises privées que les villes. Font à cet égard figure d'exceptions les grandes villes, qui identifient au contraire des possibilités d'action pour leur politique.

En matière d'énergie, les répondantes et répondants ne sont pas d'accord sur la question de savoir si leur influence est plutôt forte ou faible.

C'est dans le domaine de l'urbanisation et du développement urbain qu'ils identifient les plus grandes possibilités d'exercer une influence. Une construction densifiée et socialement responsable, l'aménagement des quartiers et de l'espace public, les surfaces libres, les institutions sociales et culturelles ainsi que l'attractivité pour les familles sont des domaines où les villes sont en mesure soit d'offrir des prestations elles-mêmes soit de bien les gérer indirectement.

Ceci vaut aussi en grande partie pour le scénario Numérisation: à cet égard, c'est aux administrations elles-mêmes qu'il incombe d'agir et de traiter électroniquement la communication avec les habitantes et habitants.

Les villes ont des possibilités d'influence moyenne en matière de gestion des espaces urbains au-delà des frontières communales, de gestion de la mutation démographique et des migrations internationales ainsi que dans le domaine de la sécurité.

4 Synthèse

Les résultats de la présente étude peuvent se résumer à deux conclusions fondamentales:

optimistes, mais pas naïfs

Les membres des exécutifs des villes et des communes urbaines suisses portent un regard fondamentalement positif sur l'avenir. Ils identifient de nombreuses chances qu'ils pourraient réaliser d'ici l'horizon 2030. Toutefois, ils ne font pas là preuve d'un optimisme naïf et n'ignorent pas les problèmes.

À un niveau général, la majorité des membres des exécutifs estime que l'évolution de leurs villes et communes urbaines d'ici 2030 sera plutôt positive. Seule une minorité oscille entre optimisme et pessimisme, presque personne n'ayant une attitude entièrement pessimiste. Cependant, les attentes euphoriques sont tout aussi rares. Les répondantes et répondants des grandes villes sont plus optimistes que ceux des petites villes et communes.

L'attitude optimiste, mais nuancée se manifeste dans la liste ouverte des chances et des problèmes que connaîtront probablement les villes et les communes urbaines d'ici 2030. Il est également intéressant de constater que la croissance se voit à la fois associée à des aspects positifs et négatifs. La densification, l'amélioration de l'infrastructure et l'optimisation des voies de communication sont considérées comme des chances. Le volume de trafic, la préservation de l'infrastructure et la mise à disposition d'une quantité de logements adéquate dans une qualité et une catégorie de prix adéquates sont cependant des problèmes qui vont de pair avec la croissance. Toutefois, la situation budgétaire des pouvoirs publics se présente comme un problème fondamental – tout particulièrement dans le domaine de la santé et du social.

réfléchis, pris entre possibilités d'action et restrictions budgétaires

Les membres des exécutifs se penchent sur des scénarios d'avenir possibles. Au niveau du détail, ils peuvent juger dans quelle mesure ces évolutions sont pertinentes pour leurs villes et communes urbaines. Les exécutifs municipaux voient s'ouvrir face à eux un champ de tensions entre les possibilités d'action, notamment en matière de développement urbain, et les restrictions budgétaires, qui échappent largement à la sphère d'influence des villes.

Bien que tous les scénarios prédéfinis semblent probables à la majorité des personnes interrogées, on distingue une hiérarchie claire: il est frappant que la pression appelée à s'exercer sur les finances publiques soit d'un côté le scénario le plus probable et que de l'autre côté, les personnes interrogées voient dans ce domaine les possibilités d'influence les plus réduites de la politique municipale. La situation budgétaire menace de restreindre les possibilités d'action des villes aujourd'hui et dans l'avenir sans qu'elles puissent rien faire contre. Les villes redoutent que de plus en plus de tâches et des dépenses ne soient transférées vers l'échelon communal, la population n'étant pas pour autant prête à accepter une augmentation des impôts et des taxes.

En dépit de ces composantes restrictives, on peut déceler chez les membres des exécutifs une attitude axée sur les chances. On soulignera notamment à cet égard le domaine de l'urbanisation et du développement urbain, où les personnes interrogées voient les plus grandes possibilités d'influence des villes. Les membres de l'exécutif qui considèrent comme plus probables les évolutions dans ce domaine et se sentent aussi en mesure d'être des acteurs de ces évolutions portent un regard nettement plus optimiste sur l'avenir. Avec la construction de logements socialement responsables, la densification du bâti et d'autres

mesures, les villes et communes urbaines disposent de diverses possibilités de travailler directement ou indirectement dans le sens d'un avenir meilleur.

Fondamentalement, toutes les villes se trouvent confrontées à des défis similaires, à des possibilités et des restrictions similaires. Dans le détail, il existe de véritables différences quant à la force de l'intervention politique. Cela se manifeste de manière exemplaire au niveau des nouvelles formes de mobilité. Alors que les petites villes dépendent d'évolutions exogènes, les grandes villes se considèrent en mesure de faire partie des acteurs de ces innovations.

5 Annexes

5.1 Concept et questionnaire

Le concept se concentre sur des scénarios susceptibles de concerner les villes et les communes urbaines à l'horizon 2030. Le développement et la vérification de ce type de scénarios orientés vers l'avenir visent à générer des connaissances qui serviront de repères et aideront à déterminer l'orientation stratégique des actions actuelles.

Il a été demandé aux répondants d'attribuer une probabilité de réalisation à chacun de ces scénarios, à ses composantes ainsi qu'à la possibilité d'influence de la politique municipale.

La constitution des scénarios s'est appuyée sur des travaux préliminaires effectués par l'Union des villes suisses, qui ont été approfondis par gfs.bern au moyen d'interviews qualitatives d'experts suivant un document de référence. L'institut a pour ce faire interrogé une sélection adéquate de huit expertes et experts ayant de par leur domaine un lien différent avec les divers éléments de la constitution des scénarios. Nous avons employé différentes techniques éprouvées en matière de constitution de scénarios, ce qui a permis aux personnes interrogées de s'approcher de la question fondamentale à partir de points de vue différents et diversement profonds. Sur la base de ces interviews d'experts, on a ensuite développé les facteurs-clés pertinents, dont on a enfin déduit les scénarios pertinents.

5.2 Sondage et échantillon

Les résultats de l'enquête «Radar des villes 2030» s'appuient sur un sondage effectué auprès de 356 membres d'exécutifs de villes et de communes urbaines membres de l'Union des villes suisses. Ceci correspond à 41 % du total des membres de l'exécutif des villes et communes urbaines membres de l'Union des villes suisses. Ce sondage a été réalisé entre le 23 août et le 13 septembre 2017 au moyen d'interviews en ligne. La vue d'ensemble suivante donne des indications sur les éléments-clés techniques de cette enquête:

Tableau 1

Rapport technique abrégé

Mandant	Union des villes suisses
Population	Membres des exécutifs des villes et des communes urbaines membres de l'Union des villes suisses
Domaine géographique du sondage	Suisse entière
Origine des adresses	Répertoire d'adresses de l'Union des villes suisses
Recueil des données	En ligne
Type d'échantillonnage	Recensement complet
Période de recueil	Du 23 août au 13 septembre 2017
Jour d'enquête moyen	1 ^{er} septembre 2017
Taille de l'échantillon	Brut 866, net 356 (41 % de données exploitables)
Marge d'erreur	±4,0 points pour 50/50 et probabilité à 95 %
Pondération	Non pondérée
Durée de la consultation	
Moyenne	14,5 minutes
Écart type	±4,8 minutes

Dans un échantillon, deux facteurs contribuent notablement à déterminer la qualité des énoncés recueillis ultérieurement: d'un côté, la qualité des données se définit par la taille de **l'erreur d'échantillonnage**. Cet indice indique la probabilité d'une erreur et la taille de l'erreur d'un énoncé statistique. D'une part, on suppose généralement un niveau de garantie de 95 %, ce qui signifie qu'on accepte, avec un taux d'erreur de 5 %, que le lien statistique mis en évidence ne soit pas présent de cette manière dans la population. D'autre part, les énoncés statistiques sont soumis à une erreur d'échantillonnage dépendant de la taille de l'échantillon et de la distribution de base de la variable au sein de la population, sachant que plus l'échantillon est grand, plus l'erreur est petite.

Pour les petites populations, comme dans le cas présent, la taille de l'erreur d'échantillonnage dépend en outre du nombre absolu de cas contenus dans la population. Celui-ci n'est connu que pour la population et est estimé pour les sous-groupes.

Tableau 2

Erreur d'échantillonnage

Échantillon (partiel)	Taille de l'échantillon	Taux d'erreur distribution de base	
		50 % à 50 %	20 % à 80 %
Total	N = 356	±4,0 points	±3,2 points
Suisse alémanique (DCH)	n = 259	±4,7 points	±3,7 points
Suisse romande (FCH)	n = 89	±8,0 points	±6,4 points
Suisse italienne (ICH)	n = 8	±28,4 points	±22,7 points
<20 000 habitant-e-s	n = 240	±4,9 points	±3,9 points
20 à 50 000 habitant-e-s	n = 91	±7,9 points	±6,3 points
>50 000 habitant-e-s	n = 25	±15,4 points	±12,3 points
Ville-centre	n = 203	±5,3 points	±4,2 points
Commune d'agglomération	n = 122	±6,8 points	±5,5 points
Ville isolée/hors agglomération	n = 31	±13,7 points	±11,0 points

Exemple de lecture: Pour 356 personnes interrogées et un chiffre donné de 50 %, le chiffre effectif s'établit à 50 % ±4,0 points, pour un chiffre de base de 20 % à 20 % ±3,2 points. Dans les sondages, on suppose généralement un niveau de garantie de 95 %, ce qui signifie qu'on accepte, avec un taux d'erreur de 5 %, que le lien statistique mis en évidence ne soit pas présent de cette manière dans la population.

© gfs.bern

Remarque: Les critères (région linguistique, nombre d'habitants et type d'habitat) ont été choisis par les personnes interrogées elles-mêmes.

L'erreur d'échantillonnage très élevée pour les personnes interrogées venant de Suisse italienne rend impossible toute interprétation adéquate; nous ne les avons donc pas fait figurer séparément dans les énoncés sur les différentes régions linguistiques. Pour les personnes interrogées venant de grandes villes (50 000 habitantes et habitants et plus) ou de villes isolées et de communes urbaines hors agglomération, les résultats doivent être interprétés avec prudence en raison de l'erreur d'échantillonnage plus élevée.

L'autre élément d'une analyse de haute qualité est la garantie de **représentativité**. La représentativité signifie simplement que chaque personne de la population doit avoir exactement la même chance de participer au sondage. Si des groupes ont été systématiquement exclus lors de l'échantillonnage, un sondage n'est pas représentatif.

Pour le sondage, il a été possible de se servir du répertoire d'adresses des membres des exécutifs de villes et de communes urbaines de l'Union des villes suisses. Pour tous les membres, on disposait d'une adresse électronique. Tous les membres ont été invités et se sont vu rappeler l'enquête le même nombre de fois (deux fois). La représentativité est ainsi garantie.

5.3 Analyse des données

Les données nouvelles générées par l'enquête sont analysées de la manière suivante: nous effectuons pour commencer l'analyse descriptive, qui consiste avant tout à décrire les fréquences sous forme de pourcentages.

Nous mesurons au moyen de corrélations les associations qui existent entre deux variables, par exemple entre le jugement porté par une répondante ou un répondant sur l'évolution future de sa ville ou commune urbaine et la région linguistique. La mesure d'association est normalement le coefficient appelé V de Cramér. L'avantage de ce coefficient de mesure est qu'il peut être employé indépendamment du niveau d'échelle des indicateurs. Nous calculons ainsi la force de l'association. Celle-ci est d'autant plus forte que le V de Cramér diffère de zéro. À partir de là, nous distinguons la question de savoir si l'association mise en évidence et mesurée par le sondage peut aussi être généralisée à la population. Nous utilisons à cet effet le test de signification courant χ^2 . Celui-ci permet de dire dans quelle mesure les sous-groupes présentent en eux-mêmes un comportement différent significatif. Nous utilisons en général un niveau de garantie de 95 %.

L'explication d'associations relevées entre plusieurs variables indépendantes et une variable dépendante donne l'**analyse de régression multivariée**. De manière analogue aux corrélations, celle-ci se base sur des coefficients qui déterminent la force de l'association. La différence avec le calcul de la corrélation est toutefois que l'analyse de régression ne mesure pas une seule variable indépendante, mais peut intégrer un nombre quelconque de variables. Ceci s'approche nettement plus des réalités complexes. L'analyse de régression détermine de cette manière quelle variable indépendante aura quel effet sur la variable dépendante, si l'on prend en compte les effets des autres variables indépendantes. On vise ainsi à obtenir le coefficient bêta. Comme pour le calcul de la corrélation, il y a des niveaux de garantie qui indiquent la probabilité qu'une association mise en évidence dans l'échantillon soit également valable dans la population. Il s'agit concrètement du test de signification, qui fonctionne de manière analogue à la description ci-dessus.

Cette procédure est surtout utilisée quand il s'agit de déterminer les associations entre d'une part l'appréciation de différents messages et d'autre part une opinion ou une propension à agir. Ceci peut aussi être effectué au moyen du calcul de la corrélation, mais cette forme de l'analyse a pour inconvénient que l'on prouve toujours la même relation avec des arguments différents. Le calcul de régression exclut cela, car il dit quel argument est le plus apte à expliquer l'opinion étudiée, quel est celui qui vient ensuite, etc.

5.4 Présentation graphique

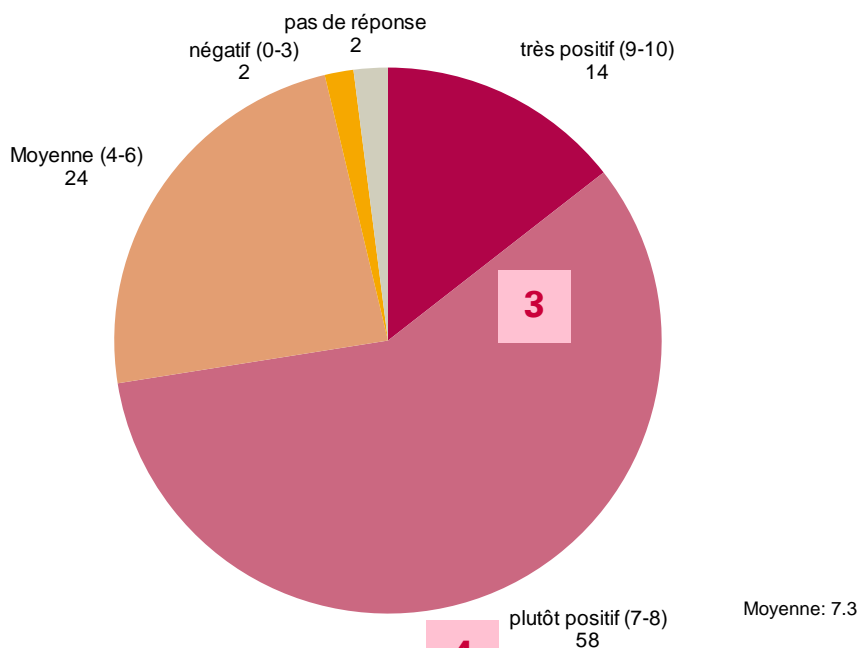
Tous les graphiques contenus dans le rapport final reposent sur le même schéma, brièvement expliqué ci-dessous:

Graphique 34

Développement de la ville/commune à l'horizon 2030

«Comment considérez-vous le développement global de votre ville/commune d'ici l'année 2030 ?»

En % des membres des exécutifs des villes/communes urbaines



© gfs.bern, Radar des villes 2030, août/septembre 2017 (N = 356)

- 1 Le titre résume d'une part la question sous forme de mots-clés et en restitue de l'autre le texte intégral entre guillemets. Le titre indique par ailleurs si le graphique décrit une tendance ou une réalité actuelle et si celle-ci est filtrée ou non.
- 2 La valeur de référence indique à quel groupe l'analyse du graphique se réfère. Dans la plupart des cas, ce sont les membres des exécutifs des villes et des communes urbaines.
- 3 Les résultats sont représentés sous forme graphique. En fonction de l'énoncé visé, nous représentons les résultats sous forme d'un diagramme circulaire, d'un histogramme horizontal ou vertical, d'un graphique en aires ou d'un graphique linéaire. Pour la représentation des associations, on utilise des courbes de régression. On trouvera des explications auprès des graphiques correspondants.
- 4 Le pied de page indique la période du sondage (août/septembre 2017) ainsi que le nombre de personnes interrogées pertinent pour l'énoncé représenté sur le graphique correspondant (N = 356).

5.5 Formulation des scénarios

1 Globalisation et compétition entre les places économiques

L'interdépendance et la mobilité internationales croissantes renforcent dans les zones urbaines la concurrence nationale et internationale pour l'implantation d'entreprises ainsi que d'institutions de formation et de recherche. Le but de l'installation est de faire venir des emplois innovants et des contribuables intéressants. Des facteurs de localisation comme les employés qualifiés, les infrastructures, la qualité de vie, une offre vaste en matière de culture et de loisirs, une ambiance respectueuse de l'environnement, des services publics et l'aménagement des impôts et des taxes gagnent en importance. La concurrence fiscale s'amplifie. Le développement conduit à un renforcement de la spécialisation des villes et à une modification de la composition des secteurs économiques.

2 Urbanisation et développement urbain

La demande croissante en logements urbains est amortie par une densification socialement supportable des constructions (par ex. logements coopératifs à prix abordables). Les différents besoins en zones d'habitations, espaces publics et aménagement de quartiers accroissent l'importance d'une stratégie globale de développement urbain. Différents centres se forment à l'intérieur des agglomérations, où tout ce qui est nécessaire est accessible à une courte distance. La zone d'habitation devient plus attrayante par la création d'espaces libres ainsi que d'institutions sociales et culturelles, aussi pour les familles.

3 Développement social et évolution démographique

L'évolution démographique se traduit dans les villes par une espérance de vie plus élevée, une proportion croissante d'habitants issus de l'immigration, ainsi qu'une augmentation de la population. Les différents domaines sociaux comme par exemple la lutte contre la pauvreté, les soins aux personnes âgées ou l'éducation de la petite enfance sont confrontés à de nouveaux défis. Afin d'éviter la marginalisation des minorités, l'intégration et la participation de tous les milieux (par ex. le droit de vote communal pour les étrangers) deviennent de plus en plus importants, de même que la fourniture de logements à loyers modérés, afin d'éviter la ségrégation et la gentrification. L'espace de vie doit être plus orienté sur les personnes âgées (par ex. prestations de services et centres de santé dans le quartier ou mobilité en toute sécurité).

4 Consommation énergétique durable

La consommation énergétique dans les villes est en grande partie couverte par des sources renouvelables. La consommation d'énergie sur place par personne est plus faible qu'aujourd'hui parce que l'efficacité énergétique des bâtiments, machines et moyens de transport augmente. Les émissions urbaines de CO₂ sont progressivement réduites ; les villes doivent cependant traiter le changement climatique et la pollution croissante. Les humains produisent leur énergie de façon largement autonome et pour leur autoconsommation. L'énergie excédentaire est introduite dans le réseau de manière décentralisée. L'ensemble du système urbain est plus fortement dépendant de l'alimentation électrique ; les coupures de courant sont rares, mais elles peuvent conduire à des défaillances temporaires du système.

5 Nouvelles formes de mobilité

La mobilité continue de croître, la distance parcourue dans la circulation par personne pour se rendre sur les lieux de travail et de loisirs augmente, il en est de même pour le transport des marchandises. Il en résulte une augmentation du taux d'exploitation des voies de circulation. Afin de contourner les embouteillages et les pics de trafic (trafic d'évitement), les personnes utilisent différents moyens de transport interconnectés (transports intermodaux). Les personnes s'attendent à ce que les infrastructures de transport malgré des ressources spatiales limitées, s'adaptent à différentes modes de transport (transports publics, usage de véhicules privés, mobilité douce) dans le cadre d'un système global des transports dans lequel la possession de voitures particulières diminue. De nouvelles formes de mobilité dans le domaine du partage (comme Mobility et Uber), l'électromobilité et la conduite autonome ainsi que la logistique urbaine sont fermement ancrées. Des conflits apparaissent entre développement et restructuration des voies de circulation, préservation de la construction historique et autres infrastructures.

6 Évolution des exigences de sécurité

L'évolution objective, voire subjective du niveau de menace dans les zones urbaines place les forces de sécurité devant de nouveaux et multiples défis. La probabilité d'attentats terroristes a plutôt tendance à augmenter, les dangers liés aux menaces quotidiennes comme les vagues de chaleur, les violences domestiques ou les accidents de la circulation sont sous-estimés. Les dangers potentiels doivent être connus et évités le plus tôt possible. Les mesures de prévention (par ex. la formation et l'intégration) ainsi que la (vidéo)surveillance de l'espace public prennent de plus en plus d'importance.

7 Finances publiques sous pression

La stagnation des recettes, l'augmentation des missions et de la déconcentration créent un déséquilibre. L'augmentation des coûts représente un grand défi pour le budget municipal. Les paiements compensatoires versés par la Confédération et le canton ne sont pas suffisants pour couvrir les coûts. De plus, les charges de centre s'accroissent. Enfin, les demandes des habitants en matière de service public et la pression sur le financement dans le domaine social augmentent, tandis que l'augmentation des impôts et des taxes est refusée ou rendue impossible du fait de la rude concurrence fiscale.

8 Numérisation

Les progrès technologiques simplifient de nombreux services rendus par les administrations municipales. Les échanges entre les autorités locales et les habitants sont de plus en plus traités sous forme électronique ; il existe des applis pour tous les services officiels. Les services doivent être mis à disposition le plus possible de manière permanente. La mise en réseau des données collectées et le recours à l'intelligence artificielle permettent de nouvelles applications, de nouvelles formes de participation des citoyens (Smart Participation) et l'utilisation efficace des ressources (Smart City, par ex. avec des voitures autonomes ou l'utilisation de drones). Les exigences en matière de sécurité des données et de vie privée augmentent.

9 Gestion des espaces urbains

Les espaces fonctionnels et les frontières politiques se scindent de plus en plus. Les villes croissent au-delà de leurs limites communales. La politique urbaine est de plus en plus menée en collaboration avec les communes, le canton et la Confédération. Il en résulte que le contrôle démocratique (direct) des décisions politiques décline et il existe un risque de processus décisionnels plus complexes.

5.6 L'équipe du gfs.bern



URS BIERI

Co-Directeur, politologue et expert en médias, Exécutive MBA FH en management stratégique, chargé de cours à l'Université des sciences appliquées Kalaidos

Activités principales:

Monitoring des thèmes et problèmes, analyses de l'image et la réputation, technologies à risques, analyses des suffrages, préparation et suivi des campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications sous forme de recueils, de magazines spécialisés, de presse quotidienne et sur Internet



JONAS PHILIPPE KOCHER

Directeur de projet, politologue

Activités principales:

Analyse des sujets politiques et des enjeux, votations et élections, préparation et suivi de campagnes, débats de société, analyses de communication intégrées, analyses de contenu des médias, projections, projets de terrain



ALEXANDER FRIND

Directeur de projet junior, politologue

Activités principales:

Analyse de sujets politiques et d'enjeux, votations et élections, thèmes sociaux, analyses de contenu des médias, méthodes qualitatives



STEPHAN TSCHÖPE

Chargé d'analyse et services, politologue

Activités principales:

coordination des services, analyse statistique complexe des données, traitement des données et programmations d'enquêtes, projections, analyses des partis et structures des données collectées, analyses de communication intégrées, visualisations



AARON VENETZ

Analyste des données, politologue

Activités principales:
modélisation des données, méthodes qualitatives, recherches, analyse des données, programmations, analyses de communication, visualisations



NOAH HERZOG

Secrétariat et administration, employée de commerce CFC

Activités principales:
Desktop publishing, visualisation, administration de projets, administration d'exposé



KATRIN WATTENHOFER

Stagiaire, politologue

Activités principales:
Analyse de données, programmations, méthodes qualitatives, recherches analyses de média, visualisations

gfs.bern ag
Effingerstrasse 14
Case postale
CH – 3001 Berne
Telefon +41 31 311 08 06
Telefax +41 31 311 08 19
info@gfsbern.ch
www.gfsbern.ch

Das Forschungsinstitut gfs.bern ist Mitglied des Verbands Schweizer Markt- und Sozialforschung und garantiert, dass keine Interviews mit offenen oder verdeckten Werbe-, Verkaufs- oder Bestellabsichten durchgeführt werden.

Mehr Infos unter www.schweizermarktforschung.ch

 **SCHWEIZER
MARKTFORSCHUNG**
Kein Verkauf - Wissenschaftlich - Anonym

 **gfs.bern**
Menschen. Meinungen. Märkte.